

RÉVOLUTION ou GUERRE

#6

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)
Semestriel – Septembre 2016



Sommaire

Réflexions et bilan sur la lutte ouvrière en France du printemps 2016

Tract du GIGC :

Vers la grève étendue et généralisée à tous les secteurs de la production ! C'est maintenant !

Situation internationale

Communiqué du GIGC :

Après l'attentat de Nice et le coup d'État militaire en Turquie, explosions du capitalisme mondial

Luttes ouvrières dans le monde

Débat au sein du camp prolétarien

Correspondance sur le syndicalisme et la lutte ouvrière

Sur la conscience de classe

Vie interne du GIGC

Présentation de la réunion générale du GIGC

Extraits du rapport d'activités adopté par la réunion générale

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

Adresse postale : CP 55045 Centre Maisonneuve, H1W 1B0, Montréal, Canada

4 dollars/3 euros

Sommaire

Réflexions et bilan sur la lutte ouvrière en France du printemps 2016	1
Tract du GIGC : Vers la grève étendue et généralisée à tous les secteurs de la production ! C'est maintenant !.....	5
<i>Situation internationale</i>	
Communiqué après l'attentat de Nice et le coup d'État en Turquie : Explosions du capitalisme mondial.....	7
"Brèves" : luttes ouvrières dans le monde.....	10
<i>Débat dans le camp prolétarien</i>	
Correspondance sur le syndicalisme et la lutte ouvrière.....	12
Sur la conscience de classe.....	13
<i>Vie interne du groupe</i>	
Présentation de notre réunion générale et du rapport d'activités.....	18
Extraits du rapport d'activités pour la réunion générale du GIGC.....	18

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux.

Réflexions et bilan sur la lutte ouvrière en France du printemps 2016

La lutte ouvrière contre la loi dite "El Khomri" qui change les conditions légales du travail en France a duré 4 mois, début mars à juillet. Malgré cela, la loi est passée et l'échec est patent même si elle ne fait, pour l'essentiel, que codifier l'aggravation déjà existante des conditions de travail pour la plupart des travailleurs de ce pays et, en premier lieu, des plus jeunes. En cela, les conditions d'exploitation de la force de travail ne font que s'aligner, avec un léger retard, sur le reste de l'Europe occidentale où le même type de réglementations du travail furent introduites auparavant. Mais au-delà de l'attaque au plan économique, c'est la violence de la répression qui a marqué ce mouvement de son sceau. Et cela bien que les syndicats en aient conservé le contrôle – certes avec difficulté du fait de la très forte combativité ouvrière – comme le manifeste clairement le fait que la mobilisation soit restée prisonnière de l'agenda, du rythme, du "timing", imposé par les journées d'action syndicales. Déjà, à ce titre, les caractéristiques – violence de la bourgeoisie et utilisation de l'état d'urgence contre la classe ouvrière ; impuissance ouvrière relative et apparition en son sein de fractions plus combattives et déterminées face à la violence étatique et à ses forces politiques – de cet épisode d'affrontement de classes en France expriment le nouveau degré d'affrontement entre celles-ci au niveau international. Le niveau atteint par les contradictions capitalistes, crise et guerre exerçant une pression accrue sur l'ensemble des classes dominantes, contraignent celles-ci à s'attaquer de plus en plus violemment et frontalement aux conditions d'exploitation de la force du travail et à provoquer le prolétariat international.

Cette mobilisation fut "rythmée" par 12 journées d'action organisées par les syndicats. S'il y eut relativement peu de grévistes lors de ces journées, **une fraction minoritaire mais importante** de la classe ouvrière, affectant des dizaines de milliers de travailleurs de tous âges et statuts, a essayé de trouver une alternative à la tactique des journées d'action syndicales de sabotage de toute mobilisation massive, en participant aux manifestations de rue, bien souvent en dehors du cortège et des mots d'ordre syndicaux, et en s'opposant à la violente répression, inédite dans sa forme et son contenu depuis des lustres, et aux provocations croissantes de la police. On peut relever 4 phases ou moments de cette lutte.

Mars

L'annonce de la loi en février n'a pas provoqué de réponse "spontanée" ou de lutte particulière dans un secteur. Outre une pétition en ligne lancée par des militants bourgeois de gauche préparant "Nuit debout", les syndicats ont mis en place leur traditionnel tactique de journées d'action planifiées à l'avance et étalée dans le temps qui leur permet de prévenir toute dynamique de grève massive et unie dans les entreprises et usines sous prétexte qu'il "faut préparer la riposte". Dès la première manifestation, le 9 mars, il apparaît évident que de très nombreux travailleurs sont réticents à suivre les syndicats. Le nombre de grévistes est assez faible même si la participation aux manifestations de rue est conséquente. À ce moment-là, et durant tout le mois de mars, le souvenir du sabotage syndical traditionnel à coup de journées d'action dont la CGT – le principal syndicat français – s'est fait la spécialiste durant les mobilisations extrêmement massives de

2003, 2007 et de 2010 en particulier, est dans toutes les mémoires. Et, même s'il peut y avoir d'autres motifs comme les conditions "modernes" d'exploitation (la dictature managériale dans les entreprises par exemple qui rend plus difficile et risqué de participer aux grèves), les expériences passées provoquent une hésitation manifeste à rentrer en lutte ouverte, en grève, sur les lieux de production.

Face à cette hésitation ouvrière et au dispositif bourgeois mis en place – la division du travail entre gouvernement et syndicats –, il n'est pas d'orientation ou de mots d'ordre **concrets** que les révolutionnaires puissent réellement mettre en avant et leur intervention ne peut qu'être d'ordre général à caractère plus de propagande que d'agitation. Pour notre part, et suite aux attentats de Bruxelles du 22 mars, nous publions un tract que nous diffusons dans la mobilisation. Nous y dénonçons l'union nationale prônée une nouvelle fois par la bourgeoisie et appelons précisément les prolétaires à lutter pour la défense de leurs intérêts de classe comme seule réponse aux attentats et à la guerre¹. Vu la réalité de nos forces militantes (un seul camarade en capacité d'intervenir en France), notre intervention ne peut être que limitée. Outre sa participation aux manifestations de rue, il assiste à plusieurs assemblées étudiantes, ouvertes à tous, au cours desquelles nous relevons que la préoccupation de la "grève générale illimitée" est présente et partagée tout comme la défiance vis-à-vis des syndicats. Et en même temps, une grande partie de ces assemblées – celle de la faculté de Tolbiac en particulier – est constituée de jeunes "autonomes" et autres "black-blocs" qui ne désirent qu'en découdre avec la police. Et surtout ils affichent ouvertement le rejet de tout débat ou réflexion politiques tout comme de tout groupe politique, y compris révolutionnaire.

Avril

Le mois d'avril commence le... 31 mars : après la manifestation de ce jour, la première réunion de "Nuit debout" se tient sur la place de la République à Paris – après la diffusion de notre revue et du tract durant plus de 4 heures à la manifestation (sous une pluie intense), notre militant ne peut y assister. Sans doute est-ce là une faiblesse de notre part dans la mesure où une intervention, avant que "Nuit debout" ne soit définitivement établie et définie sur des bases politiques "démocratiques et citoyennes", sur une organisation de type "indignés espagnols" et sur une orientation de soutien aux syndicats, aurait pu – peut-être – dégager une minorité en son sein qui soit en rupture avec ces orientations. Le tract que nous republions ci-après fournit d'autres éléments de critique du mouvement de "Nuit debout". Durant cette période, il est au premier plan et les médias nous présentent les syndicats comme étant dépassés. Les manifestations de rue restent massives et surtout déterminées malgré une répression croissante sous le prétexte des casseurs "black-blocs". Les grèves sont peu suivies lors des journées d'action. Dans le même temps, des "Nuit debout" sont mis en place dans d'autres villes du pays – pour la plupart avec peu de succès.

1 . *Nouveaux attentats à Bruxelles : Le capitalisme, c'est la misère et la guerre ! Ni terrorisme, ni anti-terrorisme ! Une seule voie : lutter contre la misère et la guerre pour détruire le capitalisme.* (<http://igcl.org/Nouveaux-attentats-a-Bruxelles-Le>).

Parfois – à notre connaissance –, y compris sous le label "Nuit debout", se sont constitués des embryons de coordinations ou "AG interpro" comme cela semble s'être développé dans la région industrielle et portuaire de Normandie (Le Havre et Rouen). Il n'en reste pas moins qu'aucune dynamique de lutte ouvrière affectant les lieux de production n'apparaît durant ce mois d'avril même si la participation aux manifestations reste conséquente². Cela contraint les syndicats à planifier de nouvelles journées d'action.

Pour notre part, outre l'assistance à quelques assemblées de "Nuit debout" et à quelques actions de "blocage de l'économie" menées principalement par des assemblées étudiantes souvent en lien avec les syndicats SUD, nous cherchons un point de rupture avec la dynamique en cours qui pourrait présenter une orientation déterminée de lutte de classe telle qu'elle avait pu être exprimée dans les AG interpro de 2010 par exemple. C'est ainsi que nous retrouvons des militants ouvriers et politiques qui avaient animé cette AG, puis celle de la Gare de l'Est autour d'un noyau de cheminots. Parmi les travailleurs que nous rencontrons alors se trouvent aussi des militants politiques de Matière et Révolution (<http://www.matierevolution.fr/>), de Robin Goodfellow (<https://defensedumarxisme.wordpress.com/>) et du GARAP ([www.http://garap.org](http://www.garap.org)). Nous sommes tous à la recherche d'un "point de rupture de classe" dans la mobilisation qui puisse offrir une alternative à la tactique des journées d'action des syndicats soutenus par "Nuit debout". Hormis quelques discussions sur la situation, ces rencontres ne déboucheront sur aucune formation de comité de lutte pouvant offrir une perspective de lutte et représenter cette première "rupture de classe". À notre connaissance, seul parmi les groupes révolutionnaires³, le groupe Robin Goodfellow publie une

prise de position, *Point sur le mouvement social de mars-avril 2016* (17 avril 2016), qui, entre autres choses, dénoncent "Nuit debout" et met en avant la nécessité « *d'un parti révolutionnaire, communiste, capable d'unifier les actions des prolétaires des différents pays et de développer une stratégie et une tactique cohérentes au plan international* » en avançant ce que serait un programme de mesures révolutionnaires concrètes. Cette prise de position a le mérite de répondre aux questionnements sur le capitalisme et la nécessité "d'une autre société" en opposant l'alternative révolutionnaire communiste à celle mise en avant à ce moment-là par "Nuit debout" et les gauchistes avec le soutien des médias.

Mai

Fin avril, malgré ce qui semble une impasse politique du point de vue de la lutte, la volonté "consciente" de combat et d'affrontement à l'État, à son gouvernement, à sa police, à ses syndicats, continue de prévaloir parmi de larges couches de la classe ouvrière. Elle s'exprime surtout dans les manifestations : à Paris, des minorités de plus en plus importantes – de 5 à 10 000 manifestants – disputent aux syndicats et à leur service d'ordre la tête du cortège quitte à se retrouver avec les "casseurs" black-blocs. À plusieurs reprises, le service d'ordre des syndicats, en lien avec la police, réprime les manifestants. Dans cette première partie de cortège, aucune sono syndicale ne couvre les slogans et chants lancés par les manifestants. Seuls y répondent les explosions croissantes des grenades policières. Tout cela donne un caractère militant et combatif à la manifestation qui encourage tous ceux qui y participent malgré les nombreux blessés⁴, certains gravement, et les arrestations tout aussi nombreuses. La manifestation du 1er mai révèle ouvertement le nouveau degré de répression que le gouvernement a décidé d'imposer depuis plusieurs manifestations. Devant les provocations policières qui coupent le cortège et isolent violemment 5000 manifestants de tête, le reste de la manifestation, de tous âges et conditions, refuse de se retirer malgré les matraquages, les gaz et la menace des flash-ball lorsque le "corps à corps" fait paniquer les policiers eux-

2 . L'attente et l'espoir d'une grève "bloquant l'économie" – le fétichisme de la "grève générale" est très fort en France – portée par les gauchistes et syndicalistes "radicaux", en particulier à SUD mais aussi au sein de la CGT maintenant, revient dans les faits à attendre d'une corporation, dans les transports ou l'énergie, une paralysie de l'économie qui obligerait la bourgeoisie à céder. C'est ainsi qu'à chaque mobilisation massive mais hésitante, les gauchistes font porter le poids du combat sur une corporation comme les cheminots entretenant ainsi l'impuissance et l'attentisme dans les rangs ouvriers.

3 . Ne disposant, semble-t-il, que de forces militantes aussi réduites que les nôtres, mais non présent sur Paris, le PCInt-*Le Prolétaire* est intervenu par tract dès le 7 mars, puis au 1er mai et enfin le 29 mai. Globalement, son positionnement s'est situé du même côté que nous par rapport aux journées d'action, à Nuit debout, et quant aux orientations générales de lutte. Parmi le milieu "d'anciens de la Gauche communiste", souvent anciens du CCI, seul un texte [Qu'exprime "nuit debout" ?](http://www.leftcommunism.org/spip.php?article437&lang=fr) (<http://www.leftcommunism.org/spip.php?article437&lang=fr>) présente de manière positive "Nuit debout" sur le site de *Controverses...* le 11 juin seulement. Pour ce qui est du CCI, il intervient le 20 mars pour... défendre les supposés acquis du mouvement étudiant anti-CPE de 2006 ! Puis le 20 mai, alors que des grèves apparaissent pour la première fois et que Nuit debout n'est plus un enjeu central, sur *quelle est la véritable nature de Nuit debout* pour le dénoncer comme « *l'anti-Indignados* » [l'anti-indigné] et défendre les supposés acquis du mouvement espagnol de 2011 ! Aucune orientation ne fut avancée par cette organisation tout au long de cette mobilisation longue de 4 mois. Relevons au passage que nous avons jamais

vu de militants du CCI dans aucune des manifestations parisiennes...

4 . Il n'y pas eu de mort malgré la peur et la panique qui s'emparaient de nombreuses forces de police lorsqu'elles étaient au milieu de la foule, encerclées de toute part, souvent menaçant à bout portant de leurs flash-ball, voire les utilisant comme à Rennes où il y eut un blessé grave, ou bien encore lors des tirs tendus de grenades. C'est à la fois un "miracle" et en grande partie dû à la responsabilité **politique** de la grande masse des manifestants. En plus d'une occasion, ils auraient pu se laisser entraîner à des représailles lorsque le rapport de forces physiques, du fait du nombre et de la proximité – parfois une dizaine de policiers étaient complètement encerclés par la masse –, était visiblement en leur faveur et la colère forte. La solidarité avec les jeunes "casseurs" face à la répression s'est exprimée aussi sur ce plan "politique" en restant sur place et en assumant la violence policière "tout en y répondant" en fonction des enjeux immédiats de la lutte. Contrairement au passé, il est clair que le gouvernement et la bourgeoisie ne cherchent plus à éviter à tout prix de mort ou de blessé grave lors des manifestations ouvrières tout comme elle n'hésite plus non plus à condamner à de la prison ferme nombre de manifestants arrêtés sur la base de témoignages mensongers de la police.

mêmes. Bien qu'aspergée de gaz lacrymogène directement au visage et frappée par les matraques pour les premiers rangs, et de grenades pour les autres, elle se "colle" contre les cordons de la police anti-émeute en criant "on ne nous empêchera pas de manifester", "laissez-nous passer" et "nous sommes tous des casseurs". Au bout de 45 minutes d'affrontement et de slogans, encerclée, "nassée"⁵, à son tour, la police est finalement obligée de se retirer et la manifestation se "réunifie". La volonté de s'opposer aux intimidations et à la répression – souvent dans les mêmes conditions décrites au-dessus – ne va pas cesser de s'affirmer parmi une minorité chaque fois plus importante de manifestants. Au moins jusqu'à la manifestation très violente du 14 juin à Paris.

Après le 1^{er} mai, les syndicats en appellent aux... députés lors de l'ouverture du débat parlementaire espérant ainsi en finir avec les mobilisations dans la rue. Néanmoins, ils ne réussissent pas à décourager la volonté de lutte et sont contraints d'appeler à de nouvelles manifestations d'autant que leur refus d'appeler à la "grève générale" contribue à les déconsidérer encore plus. Sans doute est-ce là aussi une des explications du degré de la violence policière. À partir de ce moment, l'idéologie républicaine, citoyenne et démocratique de "Nuit debout" n'est plus de mise et ce mouvement passe définitivement au second plan – les médias n'en parlent presque plus sinon pour souligner les affrontements avec la police le soir. Par contre, courant mai, des grèves commencent à apparaître dans certains secteurs, souvent contrôlés par la CGT, comme dans les raffineries de pétrole et les docks (au Havre, à Marseille), les routiers et les aéroports ; et des appels à la grève illimitée sont lancés à la SNCF (les trains). C'est le moment que nous choisissons pour diffuser le tract que nous reproduisons ci-après. Il nous semble qu'à ce moment précis peut s'ouvrir, pour un temps réduit, une fenêtre par laquelle un ou des foyers de lutte sur des lieux de production pourraient fournir une dynamique différente rompant avec celle imposée par les syndicats et donner une orientation de classe claire et nette. Voilà pourquoi, nous appelons à la lutte ouverte et essayons d'avancer des orientations de combat concrètes.

Mais cette fenêtre s'est refermée assez rapidement en n'entraînant pas d'extension de grève significative et massive,

5 . Pour le lecteur "non français", "nasse" : "panier de forme allongée, à ouverture conique, utilisé pour capturer le poisson" dictionnaire Reverso. La police a utilisé une nouvelle tactique dans les manifestations visant à les couper et à en séparer certaines parties. Les parties complètement encerclées étaient prises dans un piège sans issue contrairement aux tactiques passées de la police anti-manifestation qui, toujours, laissait une issue pour éviter la panique et toute réaction violente et massive des manifestants risquant de se retourner contre... la police elle-même et de provoquer de nombreuses victimes. La nouvelle tactique vient confirmer que les temps changent et les enjeux politiques aussi : la bourgeoisie provoque la classe ouvrière et essaie de l'intimider en la réprimant frontalement.

ne serait-ce que dans les secteurs les plus combatifs – la méfiance envers les syndicats, très répandue, et l'hésitation perdurant en particulier dans des secteurs comme celui des cheminots. En l'absence de généralisation de la grève, relayé par le matraquage des médias sur les pénuries d'essence et les files d'attente... des automobilistes voulant aller travailler, les syndicats n'eurent aucun mal à focaliser sur le "blocage de l'économie" dans les secteurs des transports et de l'énergie au détriment de la recherche du "blocage politique" par l'entrée en grève et en masse d'autres secteurs et leur affrontement direct à l'État capitaliste.

Juin

Malgré les attentats – le meurtre d'un couple de policiers par un jeune se réclamant de l'État islamique –, l'utilisation de l'état d'urgence contre les grévistes et les manifestants, le chantage à l'euro de football (mi-juin), la mobilisation se poursuit et se centre essentiellement sur les manifestations de rue lors des journées d'action. Celle du 14 juin à Paris est

peut-être la plus violente du fait des provocations incessantes de la police – qui va jusqu'à bloquer le cortège en plusieurs points parfois jusqu'à 1 heure provoquant ainsi des affrontements incessants. Utilisant les incidents et violences que sa police a elle-même provoqués⁶, le gouvernement décide d'interdire les manifestations dans un premier temps, puis de restreindre leur parcours et leur accès par un quadrillage policier complet. Petit à petit, les dernières grèves s'épuisent, le relais tant attendu et si nécessaire à partir des lieux de production ne parvenant pas, euro de football et vacances d'été approchant, la mobilisation se termine par une



"Jeune casseur black-bloc" du "cortège de tête" – devant et "hors" les syndicats – face à la police dans les manifestations...

dernière manifestation le 5 juillet complètement encerclée par la police ce qui participe aussi du faible nombre de participants et de leur sentiment d'impuissance après 4 mois de mobilisation.

Pour notre part, et suite à la stupéfaction générale (et internationale) qui suit la victoire du Brexit (23 juin) et signe la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne, nous décidons de publier un tract de prise de position (*Après la victoire du Brexit, les contradictions du capitalisme explosent à tous niveaux ! Seule la révolution prolétarienne peut y mettre fin !*⁷) que nous allons aussi diffusé, y compris dans les dernières manifestations. La surprise du Brexit et son utilisation contre la mobilisation encore en cours par les

6 . Avec la participation massive de tous les médias, pour interdire les manifestations, le gouvernement a pris prétexte de la soit-disant destruction de l'hôpital Necker à Paris – en fait quelques vitres extérieures brisées par un seul individu dont on peut douter de la qualité, idiot, provocateur ou flic – qu'elle a soigneusement organisée en bloquant la manifestation massive à cet endroit précis durant une bonne heure et alors que depuis son départ et tout au long du parcours, elle n'a eu de cesse d'agresser directement et en permanence toute la première partie de la manifestation.

7 . <http://igcl.org/Apres-la-victoire-du-Brexit-les> (25 juin 2016).

médias font de cet événement un facteur supplémentaire d'interrogation ouvrière sur la "gravité" de la situation générale, après les attentats et la guerre au Moyen-Orient. Il nous semble alors nécessaire – l'événement en soi méritait de toute manière une prise de position internationale – d'intervenir vis-à-vis de la mobilisation en essayant de pousser à la réflexion ouvrière sur les contradictions insurmontables du capitalisme et l'indispensable lutte révolutionnaire du prolétariat.

Quels enseignements ?

Le prolétariat n'est ni "historiquement" défait, ni **complètement** soumis à l'idéologie bourgeoise et aux intérêts du capitalisme. La mobilisation en France exprime sa combativité. De même, sa méfiance (nouvelle) à l'égard des syndicats et des thèmes idéologiques bourgeois s'articulant autour de la mystification démocratique – y compris sous sa variante "Nuit debout" qui n'a eu que peu de succès dans les rangs ouvriers – révèle que les expériences des luttes passées et la réalité de l'impasse historique du capitalisme restent dans les consciences ouvrières. Mieux même, la volonté affichée d'affrontement à l'État et de résistance à sa répression massive tout comme les slogans entendus dans les manifestations, en particulier contre le capitalisme et son État, sont le reflet d'un début de retour de la perspective révolutionnaire dans les consciences d'une minorité significative d'ouvriers – **sans que cela soit encore celle plus claire du communisme, loin s'en faut.** « "La controverse suscitée par la loi sur le travail dérive vers une crise idéologique et un rejet du système dans son ensemble" selon une note interne du Service Central du Renseignement Territorial en date du 28 avril » (*"Le monde ou rien"*, Remarques sur l'agitation sociale en France au printemps 2016, Alèssi Dell'Umbria⁸). À côté de ces leçons positives, restent des faiblesses importantes qui peuvent s'avérer fatales si elles ne sont pas dépassées.

La première est celle que le prolétariat éprouve à assumer politiquement la méfiance qu'il ressent à l'égard des forces politiques et syndicales de l'État capitaliste. C'est-à-dire à les affronter résolument dans les luttes que ces forces sabotent systématiquement, ne serait-ce que pour leur disputer le contrôle et le timing de la lutte, voire son initiative. En particulier durant cette mobilisation, ce n'est que de façon encore trop limitée que cette volonté politique s'est exprimée. Pour l'essentiel et en l'absence de foyer de lutte ou de grève particulière qui aurait pu servir de référence et de pôle pour une mobilisation générale active, cette volonté politique n'est apparue que lors des regroupements qui disputaient la tête des manifestations aux syndicats et refusaient de céder à l'intimidation et à la violence de la répression policière. Malheureusement, elle s'est encore trop limitée à la seule dimension d'affrontement avec la police sans aller plus loin par exemple en essayant d'utiliser – ou de "transformer" – ces journées d'action et manifestations syndicales pour en faire de véritables moments de rassemblement, d'extension et d'unification de la lutte.

La deuxième est l'absence de regroupement et d'organisation des minorités les plus combattives et conscientes en *comité de lutte* ou *coordinations* (peu importe le label qu'on y donne) pour disputer aux syndicats la direction politique et

l'organisation du combat ouvrier. Dans cette mobilisation, celles-ci auraient pu s'organiser pour préparer et intervenir lors de ces journées d'action pour les transformer en moments et moyens de la généralisation. Parmi ces minorités, nous incluons les minorités encore plus réduites et dispersées que sont les groupes révolutionnaires et communistes. Contrairement aux mobilisations massives des années 2003-2007-2010, aucun regroupement minoritaire du type des AG interpro ou de coordinations n'ait réellement apparu.

La troisième, plus générale, est le fait que le prolétariat n'arrive pas, pas encore, à hisser son combat de classe au niveau des attaques économiques et politiques qu'il subit et des enjeux de la situation, enfoncement dans la crise économique et exacerbation des rivalités et guerres impérialistes. De ce fait, il reste incapable de présenter une perspective révolutionnaire pouvant en terminer avec la misère et les guerres, avec le capitalisme, à l'ensemble de la société. Or l'apparition et l'extension dans les consciences d'une perspective révolutionnaire est fondamentale pour que les luttes ouvrières réussissent à dépasser leurs limites actuelles. En effet, en lui permettant de les comprendre comme un moment du combat historique de classe, "l'espoir" d'une autre société fournit l'énergie nécessaire à chaque combat particulier pour dépasser ses limites "économistes" et immédiates ; et à ceux (les fractions ouvrières les plus combattives) qui en sont les porteurs d'être à l'avant-garde active de ces luttes. Et la perspective du communisme, c'est-à-dire de l'insurrection ouvrière et de la dictature du prolétariat, pour ceux (les groupes communistes) qui en sont convaincus et porteurs spécifiques, leur permet d'avancer les orientations et les mots d'ordre d'action les plus efficaces selon les moments et les enjeux de chaque combat.

Cette lutte a certainement été la première escarmouche d'importance de la période de confrontations massives internationales entre les classes qui s'est ouverte. Aussi importante et significative de cette nouvelle période, la mobilisation en France souligne la responsabilité historique du prolétariat comme classe révolutionnaire. C'est cette dimension qu'il doit assumer en tous lieux et en tous moments. Soyons clairs, il ne s'agit pas d'appeler à la révolution à chaque moment et partout. Mais il s'agit d'inscrire les méthodes et les objectifs – organisation-orientations et revendications, économiques ou non – de chaque lutte à partir de ses conditions et possibilités concrètes avec pour guide (ou méthode) d'action la perspective révolutionnaire et plus spécifiquement la confrontation politique à l'État capitaliste et son renversement. La mobilisation ouvrière en France manifeste le fait que, dans la période qui s'est ouverte, les minorités ouvrières les plus combattives et les plus conscientes, qu'il s'agisse des fractions les plus avancées du prolétariat ou encore de ses minorités politiques révolutionnaires et communistes, sont déjà un élément matériel de la situation, y compris... lorsqu'elles brillent par leur absence. Sans être la seule cause de leur absence, "Nuit debout" a certainement pris la place des AG interpro des mobilisations antérieures. Nul doute que l'intervention active, constante et décidée d'un ou de groupes révolutionnaires, particulièrement communistes, dans les manifestations et les rassemblements de tout ordre – sans évoquer la présence et l'intervention de militants communistes sur les lieux de travail – non seulement aurait permis

8 . <http://lundi.am/remarques-sur-l-agitation-sociale-en-france>

d'affirmer plus fortement l'alternative de classe, les moyens et objectifs pratiques du combat, parmi les travailleurs, et de les faire vivre. Mais surtout elle les (orientations et mots d'ordre) aurait rendu **facteurs matériels actifs** de la situation, facteur du combat de classe, c'est-à-dire du développement du rapport de forces immédiats entre la classe capitaliste et le prolétariat en France.

Voilà pourquoi va se poser, et se pose déjà, l'indispensable question du regroupement des groupes communistes – nous ne disons pas fusion en une seule organisation qui n'aurait

aucun sens – et d'une "coordination" de l'intervention dans les luttes ouvrières de ceux qui se situent du côté "partidiste" (qui luttent pour la constitution du parti communiste comme organe de "direction politique") du camp prolétarien et qui, pour l'essentiel, tendent systématiquement à défendre les mêmes orientations et les mêmes mots d'ordre : rendre les orientations pratiques de classe facteurs actifs et directs, en faire des moments, des combats prolétariens décisifs qui commencent.

Le GIGC, août 2016.

Tract du GIGC (21 mai 2016)

Nous reproduisons ici l'un des tracts que nous avons diffusés lors de la mobilisation ouvrière en France. Il s'agit de celui qui appelle l'ensemble de la classe ouvrière à entrer en grève alors même que, pour la première fois, apparaissait la possibilité concrète que la lutte touche directement les lieux de production et, ainsi, puisse ainsi permettre une rupture avec l'impasse de la tactique syndicale des journées d'action et une prise en main collective du combat à partir des entreprises et usines. C'est sans doute le seul moment, quelques jours, au mieux une à deux semaines, où cette possibilité existe. Aussi réduite soit-elle du fait que les grèves se déclarent dans des secteurs traditionnellement contrôlés par la CGT, elle existe et l'enjeu politique est réel. Voilà pourquoi, en lançant des mots d'ordre et des orientations d'action concrète, nous estimons qu'il était de notre tâche – comme une expression de la Gauche communiste – d'essayer d'intervenir directement pour orienter politiquement le combat de notre classe.

Contre le gouvernement et l'État capitaliste, Vers la grève étendue et généralisée à tous les secteurs de la production ? C'est maintenant !

Pour la première fois depuis l'annonce de la " loi travail " (dite loi El Khomri), des grèves commencent à toucher des secteurs de la production française, principalement dans les transports: routiers, trains, aéroports, dockers, marins... Qui dit grève sur les lieux de production, dit **décision et action collective** de classe. C'est précisément la nouveauté qui peut changer la situation et la nature de l'affrontement avec le gouvernement PS de Hollande et l'État capitaliste. Voilà pourquoi, le moment actuel – mi-mai – est certainement la dernière occasion d'enclencher une riposte ouvrière généralisée et d'imposer ainsi un rapport de force politique de classe obligeant la classe dominante française et **son** État, le gouvernement, ses forces politiques de gauche comme de droite et **ses** syndicats, à reculer. Même si la " loi travail " ne fait que " codifier " dans la loi bourgeoise, de classe, l'aggravation déjà en cours depuis des années de l'exploitation capitaliste, il n'en reste pas moins que son adoption légale accélérerait encore la détérioration toujours plus dramatique des conditions de travail et de vie des prolétaires quelle que soit leur condition, salarié, précaire, chômeur, étudiant travailleur, retraité, etc.

Les syndicats et autres " nuit debout " sabotent la lutte ouvrière généralisée et unie

Une des particularités – pas la seule – des multiples Journées d'action syndicales depuis début mars a été précisément d'éviter toute **décision collective** de lutte à partir des entreprises et d'assemblées générales ouvrières. Ainsi, en l'absence d'AG ou comités de lutte ou de grève, des millions de travailleurs se sont retrouvés contraints de prendre une décision individuelle, à partir de leur seule conviction personnelle, quant à leur participation aux grèves des journées d'action et aux manifestations de rue. Alors même que 75% de la " population française " était contre la " loi travail " selon les sondages organisés par la classe dominante, la plupart se sont retrouvés isolés les uns des autres et dans l'impossibilité de ressentir la force collective de leur classe. C'est en grande partie ce qui explique le faible nombre de grévistes lors des journées d'action.

À cela, est venu s'ajouter la méfiance face à la division du travail organisée entre le gouvernement, les syndicats " modérés " (CFDT) et les syndicats (CGT, FO, SUD supposés plus " radicaux "), face aux différentes journées d'action planifiées à l'avance, début mars, afin de saboter toute grève générale unie à tous les secteurs – le souvenir des échecs passés des mobilisations ouvrières massives de 2003, 2007 et 2010 étant encore dans toutes les mémoires.

Malgré cela, **et malgré l'état d'urgence** suite aux attentats parisiens de 2015 qui permet l'interdiction des manifestations et une répression accrue, la combativité et la colère générale ont continué à s'exprimer particulièrement dans les manifestations de rue. " Jeunes, moins jeunes, adultes, âgés ", salariés de toutes conditions et statuts, chômeurs, retraités, étudiants, lycéens se sont retrouvés au coude à coude face à une répression policière massive et provocatrice (et à laquelle

les services d'ordre syndicaux sont venus prêter main forte à coup de battes de base-ball !). Dès les premières manifestations, 9 mars et ensuite, le sabotage syndical de la grève généralisée à tous les secteurs est devenu évident pour le plus grand nombre. C'est face à ce vide ainsi créé – du point de vue de la classe dominante – que furent organisées à partir du 31 mars les “ Nuit debout ”. Dans les jours et les semaines qui ont suivi, les médias et chaînes télé d'information n'ont eu de cesse d'en faire la plus grande publicité. Et pour cause : l'idéologie “ citoyenne et démocratique ” de “ Nuit debout ” est venue renforcer le sabotage syndical en enlevant tout caractère de classe à l'opposition au gouvernement PS et au combat contre le capitalisme. Jugeons-en :

« Depuis le 31 mars, des assemblées se forment où les **gens** [et pas les travailleurs, ouvriers ou prolétaires] discutent et échangent. (...) L'humain [sic!] devrait être au cœur de **nos** dirigeants. (...) Chaque jour, nous sommes des milliers à occuper l'espace public pour reprendre **notre** place dans la République » (!) (En-tête du Bulletin quotidien Nuit debout, 22 avril, nous soulignons).

Comme si les intérêts de classe, de la classe exploitée et révolutionnaire, pouvaient s'accorder avec la “ République ”, c'est-à-dire avec l'État de la classe capitaliste. Comme si “ nos ” dirigeants, au service du capitalisme, pouvaient se soucier plus de “ l'humain ” - sans doute les plus naïfs et ignorants veulent-ils dire la classe exploitée – que du maintien à flot de “ leur ” capital national face aux concurrents ; et plus généralement de la survie du capitalisme.

Or, la crise du capitalisme est inexorable. Elle ne peut déboucher que sur une 3^e guerre impérialiste mondiale, seule “ solution ” à la crise de surproduction chronique en détruisant massivement l'excédent de forces productives, prolétaires et matériel. Se ranger derrière l'État démocratique bourgeois, c'est non seulement l'assurance que nos luttes de résistance contre la détérioration de nos conditions de vie et de travail courent à l'échec, que nous ne réussissons même pas à limiter les attaques du capital ne serait-ce que temporairement, mais aussi qu'aux sacrifices économiques croissants succéderont les sacrifices massifs de nos vies dans un massacre impérialiste généralisé.

C'est comme classe exploitée et révolutionnaire qu'il faut généraliser et unifier le combat

Membres de la classe ouvrière, de la classe exploitée, du prolétariat international, notre place n'est pas dans la République démocratique bourgeoise qui nous envoie ses CRS aujourd'hui, et demain l'armée. Notre place est dans la lutte ouvrière, prolétarienne, contre le capitalisme, son gouvernement, ses forces politiques de gauche (PS et PC au premier chef) comme de droite, ses syndicats, sa police et sa justice. L'État bourgeois n'est pas notre État. La France, comme tous les autres nations, n'est pas notre “ pays ”. Les prolétaires n'ont pas de patrie, ni de nation, et encore moins de République démocratique bourgeoise, à défendre.

Après deux mois et demi d'hésitation générale, le fait que, depuis le 17 mai, certains secteurs de la production aient collectivement décidé la grève et l'extension du combat fournit l'occasion que beaucoup attendait pour se lancer à leur tour dans la bagarre. Attendre encore risque fort de faire rater l'occasion d'un combat généralisé et uni qui puisse faire reculer le gouvernement et son attaque. Nulle illusion : le retrait de cette loi n'en finirait pas avec le capitalisme et l'exploitation. Mais il porterait un coup d'arrêt temporaire et relatif – toujours cela de pris – à l'aggravation de l'exploitation que la bourgeoisie ne manquera pas de relancer. Et redonnerait confiance à l'ensemble de la classe ouvrière dans ses propres forces et son combat contre le capitalisme.

Alors, partout où c'est possible – en particulier dans les plus grandes entreprises et usines :

- **tenons des assemblées générales pour décider de la grève ;**
- **nommons des comités de grève élus et révocables ;**
- **organisons des délégations massives vers les entreprises et usines proches ;**
- **étendons et unifions la grève et la lutte en tenant des assemblées ouvertes à tous ;**
- **disputons aux syndicats et partis de gauche la direction et le contrôle de la lutte, des assemblées, des décisions, des actions et des mots d'ordre.** Ne les laissons pas saboter notre combat.

La lutte ouvrière est autant économique que politique; c'est-à-dire contre l'État bourgeois, l'organisation centralisée de la classe capitaliste, son gouvernement (qu'il soit de droite ou de gauche) et ses organes politiques, syndicaux, et répressifs. Aux travailleurs les plus combatifs et conscients des enjeux historiques :

- n'hésitez pas à vous porter à la tête de ce combat politique de classe ;
- regroupez-vous en comité de lutte et de mobilisation “ inter-entreprise ” et “ interpro ”;
- rapprochez-vous, prenez contact, venez discuter et lutter aux côtés des groupes révolutionnaires communistes qui portent et assument à la fois ce combat politique quotidien et la perspective révolutionnaire et internationaliste d'une véritable société communiste.

Il en va de la défense de nos intérêts de classe immédiats, économiques et politiques. Il en va aussi de la destruction de ce monde de misère et de guerres croissantes.

Le Groupe International de la Gauche Communiste (*Révolution ou guerre*), 21 mai 2016.

Situation internationale

Communiqué du 16 juillet 2016

Après l'attentat de Nice et la tentative de coup d'état militaire en Turquie : Explosions des contradictions du capitalisme mondial.

L'attentat de Nice (84 morts) d'avant hier et le coup d'état militaire en Turquie de cette nuit (apparemment défait à l'heure où nous écrivons) sont les dernières manifestations en date, après le Brexit britannique d'il y a 3 semaines, de l'exacerbation des contradictions du capitalisme et de leur éclatement ouvert en de multiples événements d'importance majeure. En apparence, « *le coup d'état [en Turquie], comme les attentats de l'État islamique, comme le vote britannique pour quitter l'Union européenne et d'autres développements ont donné l'impression d'événements échappant à tout contrôle* » (*The Guardian*⁹, 16/7/2016). Nous aurions affaire à un chaos irrationnel devant lequel "nous" serions impuissants.

Or, il n'en est rien. Ces événements sont tous le produit, direct ou indirect, de la dynamique et des lois du capitalisme en crise et, à leur tour, deviennent des facteurs supplémentaires de cette crise historique. À ce titre, ils sont les dernières expressions en date de la nouvelle période que les attentats de *Charlie Hebdo* de janvier 2015 à Paris, et surtout la réaction de la classe dominante en cette occasion (état d'urgence toujours en vigueur aujourd'hui, manifestation de rue du 11 janvier derrière les principaux chefs d'État, relance des interventions militaires en Irak et Syrie), avaient annoncée.

L'impérialisme et la guerre dictent les décisions de la classe capitaliste

L'incapacité à dépasser la crise de 2008 et ses conséquences fait que la crise historique du capitalisme vient frapper directement son centre et les fractions les plus expérimentées de la bourgeoisie mondiale. En premier lieu, le maintien de la crise ouverte au sein même des grandes puissances d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale et l'effondrement du mythe d'une possible relève économique venant des pays dits émergents, tels la Chine ou le Brésil, rend les rivalités économiques et impérialistes plus aiguës et critiques : chaque capital national est de plus en plus "affolé" pour sa propre survie. Ainsi les rivalités et les guerres impérialistes deviennent le facteur principal, au côté des attaques contre la classe ouvrière, qui dictent la conduite et les décisions de chaque capital national. Les États-Unis en recul sur tous les plans, économiques et impérialistes, sont les principaux fauteurs de guerre du fait que leur force militaire reste leur principal, sinon leur seul, outil efficace¹⁰. Mais il en va de

même pour toutes les autres bourgeoisies nationales, grandes, moyennes et petites.

L'acuité des contradictions capitalistes : cause principale du Brexit et du coup d'état en Turquie

Même si nous n'avons pas encore, à l'heure où nous écrivons, les informations et la distance nécessaires pour établir une analyse précise du coup d'état militaire turc, il ne fait aucun doute que l'orientation de la politique extérieure du pays est un de ses enjeux ; quelle qu'en soit la conscience de ses protagonistes : « *les militaires ne veulent pas être engagés sur le terrain en Syrie (...). Et ils veulent intensifier la lutte contre le PKK [le Parti Kurde actif en Syrie et soutenu par les États-Unis]* » (idem¹¹). Même défait, le coup d'état en Turquie est un événement majeur de par la place et le rôle géostratégique du pays, c'est la deuxième armée de l'OTAN après les États-Unis, qui exprime que le temps des choix nets se rapproche et même commence à s'imposer : s'aligner auprès des États-Unis qui soutiennent l'ennemi kurde ; ou bien trouver des appuis auprès de puissances offrant une alternative plus favorable. Pour les spécialistes de la bourgeoisie, la dimension impérialiste de l'événement ne fait aucun doute : « *quelle que soit la nouvelle réalité qui émerge ce week-end à Ankara, ce n'est pas une bonne nouvelle pour les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN* » (*Washington Post*, K.DeYoung, 15/7/2016, 23h15). La différence de ton entre Obama qui « *appelle à soutenir le président Erdogan* » et Merkel qui « *condamne le putsch mais prend ses distances avec Erdogan* » (*Le Monde*, 16/7/2016) donne une indication sur les enjeux et contradictions de la politique extérieure de la

internationaux, de l'Afrique au Moyen-Orient, même si l'administration Obama préfère agir indirectement en utilisant le soft power et les financements aux forces politiques participant aux différentes guerres civiles qu'elle a elle-même provoqué. Elle combat sur les marchés financiers pour permettre au dollar de continuer à être la devise dominante et un refuge rassurant pour la spéculation. Mais malgré le déboursement de 3300 milliards de dollars au service des banques, le capital ne va pas à l'économie réelle qui a du mal à se reprendre. La spéculation est toujours là, la dette publique augmente (130%), le déficit fédéral est de 15 milles milliards de dollars, le chômage est au moins le double de celui qui est officiel, 6,2%, et le risque d'explosions de nouvelles bulles spéculatives est à l'ordre du jour. » (traduit par nous de l'italien sur le site de l'article de la TCI qui vient juste d'être publié : <http://www.leftcom.org/it/articles/2016-07-15/considerazioni-sui-fatti-di-dallas>).

9 . Le journal anglais cite un spécialiste, Kemal Kirisci, directeur du *Turkey Project at Brookings*.

10 . « *L'économie américaine, bien loin d'avoir surmonté cette crise ravageuse qu'elle a elle-même provoquée, survit à ses maux en repoussant ses effets négatifs aux quatre coins du marché mondial. Elle est en guerre permanente sur différents fronts*

11 . Le journal anglais cite Stephen Flanagan ancien conseiller du gouvernement Obama et aujourd'hui spécialiste à Rand corporation.

Turquie qu'exprime, au moins en partie, le putsch militaire d'hier soir.

Plus important encore et plus lourd de significations et conséquences quant au cours des événements historiques et aux enjeux de la période ouverte à partir de 2015 est le cas de la bourgeoisie britannique et de sa rupture avec l'Union Européenne. Qu'il ait été voulu ou non par l'ensemble de la classe dominante anglaise, le Brexit¹² signifie, encore plus que l'exemple turc, que l'heure est bel et bien aux choix tranchés et définitifs face aux enjeux historiques. La bourgeoisie anglaise est la plus expérimentée au monde et il peut apparaître étrange qu'elle soit apparue comme particulièrement désorientée les jours qui ont suivi le résultat du référendum. Il est fort probable que des fractions en son sein n'aient pas souhaité franchir ce pas – sortir de l'Union Européenne – **aujourd'hui**. Voire même que cela soit contraire à certains intérêts économiques immédiats.

Pour autant, quelques trois semaines après, il apparaît clairement avec le nouveau gouvernement de T. May que la bourgeoisie anglaise va assumer complètement la sortie de l'UE et qu'elle affiche une attitude de défi, et même de provocation, vis-à-vis de celle-ci. La nomination de Boris Johnson qui semblait pourtant mort politiquement après son refus de se proposer comme Premier Ministre, en est l'expression. Cela veut dire que la tendance historique de fond de l'impérialisme anglais, d'opposition à une Europe continentale réunie aujourd'hui autour de la principale puissance allemande, et son alignement historique au côté de l'impérialisme nord-américain, vient de s'imposer définitivement **précisément dans les conditions contradictoires d'aujourd'hui**. Le processus menant à la guerre impérialiste généralisée et passant par une polarisation impérialiste chaque fois plus marquée s'est imposé, peut-être plus tôt que prévu, au capitalisme britannique et quelle qu'en soit la conscience des politiciens bourgeois anglais eux-mêmes les contraignant à choisir définitivement les États-Unis au détriment de l'Union Européenne dans le cours inéluctable des rivalités impérialistes menant à une 3^e guerre mondiale... si la classe révolutionnaire, le prolétariat, ne réussit pas à s'opposer et puis à abattre le capitalisme.

Car l'autre facteur de la situation mondiale et de son cours est bel et bien la classe exploitée et révolutionnaire, le prolétariat international. Les prolétaires n'ont évidemment rien à gagner, et tout à perdre, à choisir entre Erdogan et les militaires en Turquie. Qu'ils s'inspirent de la grève massive de la ville de Bursa dans l'automobile (mai 2015), c'est le meilleur moyen pour défendre au mieux leurs intérêts de classe. De même, il est fort probable que les réticences d'une bonne partie de l'appareil politique de la bourgeoisie anglaise pour adopter le Brexit **dès maintenant** est sa conscience que l'ensemble du prolétariat britannique n'est pas prêt à accepter sans réaction les implications politiques et économiques, en terme de sacrifices et de soumission, que signifie le Brexit. La bourgeoisie anglaise prend un risque en s'affichant aussi tôt autant "anti-européenne" et "pro-américaine" car elle en

dévoile d'autant le sens aux yeux du plus grand nombre : la guerre généralisée à terme. C'est là une autre contradiction fondamentale, politique et historique celle-là : la bourgeoisie mondiale au prise à la crise et à la guerre en même temps, ne peut jouer d'un des deux éléments pour affronter et enrôler idéologiquement le prolétariat, au nom de la paix ou au nom de la prospérité supposées advenir, alors même qu'elle est contrainte de l'attaquer chaque fois plus durement.

La Grande-Bretagne, la France et l'Europe occidentale au cœur des contradictions du capitalisme mondial

Après avoir été reportées durant des décennies sur les pays de la périphérie pour l'essentiel de leur conséquences, toutes les contradictions du capitalisme reviennent frapper directement son cœur historique. L'Europe occidentale, particulièrement les vieilles puissances coloniales comme la France et la Grande-Bretagne, se retrouve à l'épicentre de l'ouragan historique qui vient et dont les premières bourrasques se font sentir : crise et guerres s'alimentent l'un l'autre alors que la classe ouvrière tend à s'opposer au capital, à sa crise, et alors que certaines de ses fractions les plus combattives et conscientes commencent à poser la nécessité de détruire le capitalisme – comme la classe ouvrière vient de le démontrer en France lors de la lutte "contre la loi travail El Khomri".

Les bourgeoisies anglaise et française, historiquement déclinantes, ressentent et vivent d'autant plus directement et durement l'explosion ouverte de toutes ces contradictions car elles ont un impact immédiat sur leur capacité à rester un minimum acteurs, même de deuxième ordre (par rapport aux USA, à l'Allemagne et même, à un degré moindre, à la Chine ou la Russie), sur la scène impérialiste. Et cela alors que, à la différence d'autres acteurs comme les États-Unis par exemple, le poids des traditions et des expériences de lutte de leur prolétariat respectif, tout comme du prolétariat européen, continue à représenter un danger et un obstacle.

« Il ne peut y avoir de contraste plus grand entre une société comme la société française, divisée à l'intérieur par la montée du populisme du Front national de Marine Le Pen, les conflits du travail [le journaliste espagnol fait référence aux 4 mois de lutte et manifestations ouvrières, violemment réprimées, contre la loi travail] et les conflits amers tant au sein de la gauche que de la droite, et la gravité du défi terroriste qu'elle affronte. Cet acharnement du jihadisme contre la France vient de l'héritage extérieur de la France – puissance coloniale dans toute la région, du Maroc jusqu'à la Syrie – mais aussi des problèmes d'intégration de la minorité musulmane et la situation du pays comme emblème du laïcisme et des valeurs républicaines » (El País, José Ignacio Torreblanca, 15 juillet 2016, nous soulignons en gras).

Effectivement, la bourgeoisie française se retrouve, du fait de son histoire – comme vieille puissance impérialiste déclinante – particulièrement exposée à l'explosion des contradictions du capitalisme. Ne rivalisant qu'avec grand peine avec ses concurrents directs au plan économique, obligée de se ranger au mieux comme lieutenant de l'Allemagne au plan impérialiste, elle essaie tant bien que mal de maintenir son rang et de limiter sa perte d'influence historique par ses

12 . cf. notre prise de position du 24 juin dernier [Après la victoire du Brexit, les contradictions du capitalisme explosent à tous niveaux ! Seule la révolution prolétarienne internationale peut y mettre fin !](http://igcl.org/Apres-la-victoire-du-Brexit-les) (<http://igcl.org/Apres-la-victoire-du-Brexit-les>).

interventions militaires en Afrique et au Moyen-Orient. Mais historiquement, elle se trouve aussi confrontée à une classe ouvrière qui, bien qu'ayant subi des reculs importants tout au long des dernières décennies, a gardé une combativité certaine et une expérience particulière issue de la grève massive de 1968 restée dans toutes les mémoires ouvrières.

Pour la bourgeoisie française aussi, **crise et guerre se présentent directement et concrètement**, sans doute plus directement encore que pour ses consœurs européennes, et de manière particulièrement aiguë, et elles affaiblissent sa capacité idéologique et politique à affronter le prolétariat. C'est sans doute ce qui explique la violence, inédite depuis longtemps, de la répression des manifestations et grèves du printemps. Qui à son tour est devenue un facteur de "radicalisation politique" parmi de larges couches du prolétariat dans ce pays.

Le rôle historique des minorités de prolétaires combattifs et conscients et du parti communiste international à construire

S'il est vrai que la période ouverte en 2015 impose aux classes dominantes des choix économiques, politiques, impérialistes, chaque fois plus tranchés, il en va de même pour la classe ouvrière, ses fractions les plus combattives et expérimentées et ses minorités politiques révolutionnaires. Pour les unes comme pour l'autre, le "juste milieu est de moins en moins de mise" aujourd'hui au risque de sérieuses déconfitures. La conscience que le capitalisme n'est pas réformable et qu'il mène à toujours plus de misères, aux sacrifices et aux guerres recommence à s'étendre dans les rangs ouvriers. C'est l'enseignement principal que l'on peut tirer de la lutte ouvrière en France de ce printemps. Le retour dans les consciences ouvrières, aussi confuses puissent-elles être, de la nécessité de la destruction du capitalisme et de la possibilité d'une autre société devient un facteur déterminant la volonté et la détermination dans la lutte tout comme les moyens et les mots d'ordre immédiats à mettre en avant. Le fait que la guerre, tout comme la crise, devienne un fait concret touchant les masses ouvrières, accompagné inévitablement d'une répression croissante, met en évidence aux yeux et dans les consciences du plus grand nombre la dimension essentiellement politique du combat de classe. Car, dans la nouvelle situation d'aujourd'hui, ce dernier se confronte directement et immédiatement à l'appareil d'État capitaliste. Sur ce plan aussi, l'éclatement des contradictions du capitalisme met à nu les antagonismes de classes dans toutes leurs dimensions et en particulier dans le rapport du prolétariat révolutionnaire à l'État de la classe capitaliste.

Pour les fractions les plus combattives et déterminées de prolétaires, l'heure est au regroupement décidé dans les entreprises, sur les lieux de travail, et si ce n'est pas possible

dans des comités de lutte ou comité d'action inter-entreprises et entre lieux de travail. Il s'agit de prendre la tête des combats de classe, de les organiser – grèves et manifestations de rue – de sorte qu'ils assument la confrontation politique contre les forces de l'État bourgeois en milieu ouvrier, partis de gauche et syndicats et se battent pour le contrôle et la direction de leur lutte **tout en assurant l'opposition à la répression massive et particulièrement violente de l'État**. Car la réponse et l'affrontement à la violence étatique bourgeoise deviennent une question centrale qui vient interpeller directement les grandes masses du prolétariat, y compris et surtout dans les pays dits "démocratiques". De même, ils ne doivent pas hésiter à contacter les groupes politiques révolutionnaires et communistes et à s'appuyer sur leurs positions politiques ; tout comme à discuter avec eux en vue de regrouper toutes les énergies révolutionnaires autour du programme communiste et des mots d'ordre d'insurrection ouvrière, de destruction du capitalisme et de dictature du prolétariat qui, seuls, fournissent les moyens et la méthode pour les combats de la période qui s'est ouverte.

Pour les minorités communistes, il est temps d'en finir avec les hésitations quant à la capacité révolutionnaire du prolétariat face aux enjeux de la situation qui s'ouvre. La perte de confiance dans la perspective révolutionnaire qui a touché



Blocage policier de la manifestation ouvrière massive et violente du 14 juin à Paris.

toute la classe ouvrière depuis la fin du stalinisme a favorisé, et s'est traduite, dans une perte de confiance dans les capacités révolutionnaires du prolétariat parmi les militants et organisations révolutionnaires et communistes. Les organisations de la Gauche communiste en ont aussi souffert au point que celles-ci se retrouvent aujourd'hui dispersées et encore plus isolées des grandes masses de la classe. En outre, elle est divisée entre les forces qui œuvrent plus ou moins résolument au regroupement en vue de la constitution du parti mondial de demain et les forces, souvent plus nombreuses, qui tournent le dos à ce

combat et rejoignent plus ou moins explicitement la mouvance anti-parti de type conseilleriste et économiste – pour se référer à des courants anti-politique et anti-organisation définies par l'expérience et l'histoire du mouvement ouvrier.

Les premières, luttant pour le parti, sont elles-mêmes trop souvent hésitantes et timorées – politiquement bien sûr – pour s'engager résolument dans ce combat pour le parti et le regroupement au moyen des confrontations et débats politiques avec les autres organisations et courants. Bien souvent, pas toujours, elles manquent de confiance, de détermination et de conviction politiques quant à leur rôle et quant à ce qu'elles représentent historiquement – "soyons réalistes, nous ne sommes rien et si petits" nous est-il souvent exposé comme si être petits et faibles changeait quoique ce soit aux problèmes historiques. Les deuxièmes tournent le dos à la dimension politique du combat de classe et à ses implications tant pour la classe comme un tout que pour les communistes : d'une part en tombant dans les pièges et

illusions "démocratiques" mis en avant par la bourgeoisie, comme par exemple en tombant dans le fétichisme de l'assemblée générale (après l'apologie de l'idéologie du mouvement des indignés en Espagne, on l'a encore vu lors de l'organisation des "nuit debout" à Paris); d'autre part en estimant que les groupes de la Gauche communiste, leur tradition et leur combat pour le parti appartiennent au passé et qu'il faut s'en libérer.

Là aussi l'heure n'est plus à s'interroger sur la nécessité du regroupement révolutionnaire et des organisations communistes; encore moins du parti. Tout comme l'idéologie citoyenne et républicaine de "nuit debout" est passée au second plan à partir du mois de mai en France derrière les grèves et les affrontements avec l'État et sa police, de même pour les révolutionnaires et communistes, l'heure n'est plus à ressasser les supposés échecs du passé mais au combat déterminé pour assumer le combat politique historique du prolétariat dont l'organisation communiste est l'outil principal et indispensable.

« Nous avons besoin de créer un mouvement qui unifie tous ceux qui peuvent comprendre les problèmes dont nous parlons ici. Ce mouvement (ou parti) doit être guidé par une vision claire de la société que nous voulons. Nous l'appellerons "le programme communiste". (...) Aujourd'hui,

il y a beaucoup de groupes et d'individus dans le monde qui, comme nous, défendent cela; mais, nous sommes soit trop dispersés soit trop divisés pour prendre l'initiative de former un tel mouvement unifié. Certains sont opposés, par principe, à la formation d'un tel mouvement, car ils pensent que le mouvement spontané se suffit à lui-même. Nous aimerions partager leur confiance.

*Nous pensons que les révolutionnaires responsables devraient réexaminer leurs divergences et se demander si, à la lumière de cette période de la lutte de classe qui s'ouvre aujourd'hui, les divisions qu'ils pensaient avoir jusque là persistent. Nous devrions nous baser sur nos nombreux accords et non pas sur le peu de désaccords qui existent entre nous. Nous devrions chercher à travailler ensemble dans les luttes, non pour simplement recruter tel ou tel individu pour notre propre organisation, mais pour chercher à élargir la conscience de ce que signifie réellement lutte de la classe ouvrière. Face aux obstacles que nous avons soulignés plus haut, il serait suicidaire de ne pas le faire. » (Éditorial de *Revolutionary Perspectives* #59, publication de la TCI en Grande-Bretagne, 2011).*

Le Groupe International de la Gauche Communiste
(*Révolution ou Guerre*), 16 juillet 2016.

Luttes ouvrières dans le monde

Au moment même où les manifestations se multipliaient en France et où des grèves semblaient s'y étendre, les travailleurs en Belgique manifestaient contre les mêmes attaques. C'est sur toute la planète, sur tous les continents, que la classe ouvrière est contrainte, du fait de l'agressivité croissante des classes dominantes, de défendre par la lutte ses conditions de vie et de travail.

Belgique : 80 000 manifestants étaient rassemblés le 24 mai dans les rues de Bruxelles contre la loi Peeters de réforme du travail. Pour les syndicats ce qui compte toujours ce n'est pas la mobilisation conjointe avec les prolétaires français mais l'appel du ministre de l'Emploi Peeters au « dialogue social ». Durant le même mois, des conducteurs de train de la société ferroviaire nationale SNCB ont commencé une grève sauvage. HR Rail [employeur légal du personnel ferroviaire belge] cherchait à supprimer les jours de rémunération pour les périodes de maladie ou de vacances et prônait un accord d'augmentation de la productivité.

Allemagne : En juillet des grèves pour des hausses de salaires ont eu lieu en plusieurs endroits. Amazon (Bad Hersfeld), Bayerische Milchindustrie EG (Jessen) une usine de production laitière, Technikmuseum (Musée de la Technique de Kreuzberg à Berlin), les Transports en Commun à Hildesheim (Basse-Saxe), les employés du syndicat (sic) Verdi (Francfort) et plus de 110 000 salariés ont aussi perturbé l'industrie automobile par des grèves.

USA : En avril, grève d'environ 40 000 personnes chez le géant des télécommunications Verizon, ce qui en a fait le mouvement le plus important depuis 2011. 1700 travailleurs des télécommunications d'AT & T West à San Diego, Californie ont aussi fait la grève malgré les efforts du syndicat CWA et d'autres syndicats pour isoler la grève de six semaines des travailleurs de Verizon. Des enseignants de 94 écoles sur 97 à Detroit ont pris une journée de congé de maladie concertée en guise de protestation parce que les

écoles ne sont plus en mesure de les payer. Cette action a été faite en dehors du cadre syndical et contre les syndicats d'enseignants qui ne sont pas opposés aux mesures d'austérité. Voir l'article de la TCI <http://www.leftcom.org/en/articles/2016-02-14/detroit-teachers-sickout>

Espagne : Déçues des syndicats qui ne les défendent pas, les kellys (les femmes de chambres des hôtels) sont passées à l'action. Elles multiplient les rassemblements aux portes des hôtels pour dénoncer l'exploitation dont elles sont victimes. Contrats précaires, heures supplémentaires non payées, baisse des salaires, dégradation des conditions de travail sont le résultat de la réforme du travail en Espagne.

Mexique : Répression à Oaxaca, 15 heures d'affrontements, 8 morts, des dizaines de blessés, 22 personnes disparues. Dans la matinée du dimanche 19 juin 2016, des éléments de la police fédérale mexicaine sont arrivés dans la localité de Nochixtlán, Oaxaca, en vue d'évacuer le blocage de l'autoroute mis en place par des membres de la Coordination Nationale des Travailleurs de l'Éducation (CNTE), des étudiants et des pères et mères de famille depuis huit jours. Avec une violence extrême, la police a attaqué les manifestants, d'abord avec des gaz lacrymogènes et des tirs de flashball, et ensuite avec des armes à feu durant plusieurs heures. Huit personnes ont perdu la vie suite aux affrontements. Voir l'article du PCI *Sanglante répression bourgeoise et danse macabre de l'«extrême» gauche* (<http://pcint.org/>) et de la TCI [Lettre du Mexique à propos](#)

de la lutte des enseignants contre la privatisation de l'école

(<http://www.leftcom.org/fr/articles/2016-07-29/lettre-du-mexique-%C3%A0-propos-de-la-lutte-des-enseignants-contre-la-privatisation>).

Brésil : La police a utilisé des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants sur le chemin de la flamme olympique dans une banlieue ouvrière de Rio de Janeiro deux jours avant les Jeux Olympiques ouvert sous haute sécurité. L'état brésilien a déployé 82 000 policiers, militaires et sécurité privée pour les Jeux.

Grèce : Les 6 et 7 mai, grève générale à Athènes contre deux projets de loi controversés sur la réforme des retraites et l'impôt sur le revenu.

Tunisie : En avril, l'île de Kerkennah a connu une semaine de lutte suite à l'intervention des agents sécuritaires pour mettre fin à trois mois de sit-in observé par des demandeurs d'emploi devant le siège de la société Petrofac. Les unités militaires de l'armée ont finalement pris le contrôle de l'île.

Afrique du Sud : Environ 4 000 éboueurs de la compagnie de ramassage des ordures Pikitup ont été en grève illégale pendant plusieurs semaines en mars. Ils dénonçaient la disparité de leurs salaires et réclamaient des augmentations. Ces travailleurs ont également omis de tenir compte de l'appel lancé par leur propre syndicat à retourner au travail le vendredi 11 Mars. Au lieu de cela, ils ont intensifié la grève et sont descendus dans les rues de Johannesburg.

Slovaquie : 15 % des enseignants du pays se sont mobilisés depuis le mois d'octobre à l'appel du collectif ISU, qui se revendique comme non syndiqué. Grève illimitée,

manifestations, chaînes humaines, écoles fermées (un quart d'entre elles les jours de défilé) : c'est le mouvement le plus long de l'histoire de ce petit pays d'Europe.

Inde : Plus de 10 000 travailleurs et travailleuses du vêtement à travers le Bengaluru sont descendus dans les rues pour protester contre le déménagement par l'Organisation des employés du Fonds de prévoyance pour restreindre les employés de retirer la totalité de leur contribution à la caisse de prévoyance jusqu'à l'âge de 58. Les manifestants ont brûlé trois bus et les policiers ont eu recours à des charges et des tirs de gaz lacrymogènes pour disperser les travailleurs et travailleuses qui manifestaient, la majorité était des femmes. Au cours des dernières semaines, de nombreuses grèves se sont déclenchées dans les usines automobiles indiennes (Suzuki, Tata ou Honda) ou dans la sous-traitance (Bosch, Rico et Pricol). Ces grèves ont eu pour thèmes, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et la lutte contre le despotisme patronal. Voir *Le prolétaire* n° 519 (Mars-Avril-Mai 2016).

Arabie saoudite : Les ouvriers ont protesté ce printemps contre le retard de plusieurs mois de paiement de salaires chez le géant BTP et le risque d'expulsion par la compagnie de 5000 ouvriers immigrés. Ils ont dégradé des voitures et des camions appartenant à l'entreprise sur un de ses plus grands chantiers et des logements de la garde nationale à Riyad.

Vietnam : Il y eu près de 50 grèves et conflits du travail dans les deux premiers mois de l'année. L'une de ces grèves a impliqué près de 20 000 travailleurs de Pouchen Việt Nam Company dans la province de Đồng Nai.

Normand, juillet 2016

Brochures des CI-Klasbatalo et de la FICCI (commande à [intleftcom@gmail](mailto:intleftcom@gmail.com))

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes - Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes (Mexique, 1938) (Fraction interne du CCI)

La question de la guerre (1935) (Fraction interne du CCI)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

Les syndicats contre la classe ouvrière (1976) (Fac-similé de la brochure du CCI).

**Réunion publique du GIGC le 9 octobre 2016 à Montréal :
14 h. à la librairie La Flèche rouge, 3235 Ontario est.**

Nous tenons des permanences à Montréal et dans la région de Toronto pour tout lecteur, sympathisant ou militants désireux de nous rencontrer et de débattre avec nous. Elles sont annoncées sur notre site web www.igcl.org. Les camarades peuvent aussi nous écrire à notre boîte mail, intleftcom@gmail.com, pour toute rencontre. À ce jour, nous n'organisons pas de permanence en France mais on peut prendre contact avec nous à la même adresse afin d'organiser toute rencontre ou réunion sur Paris (de préférence).

Correspondance

La correspondance avec un camarade d'Amérique du Nord qui suit, nous semble intéressante pour deux raisons principales. D'abord, elle révèle les différences entre les pays à tradition syndicale de type "anglo-saxon" où, encore aujourd'hui, une grande partie des ouvriers, surtout des entreprises les plus importantes, est obligée d'être syndiquée à la différence des pays à tradition "latine" comme en France ou en Italie. Dans ces pays, le fait de ne pas être membre du syndicat ne change rien ni au contrat d'embauche et aux conditions de travail, ni à la possibilité d'être gréviste et de participer aux luttes. Cette différence a souvent provoqué des incompréhensions politiques entre groupes communistes sur l'attitude à tenir vis-à-vis des "réunions" syndicales ou sur ce que représentent réellement les assemblées générales (AG) qu'elles soient appelées ou non par les syndicats. L'autre raison est que cette correspondance pose la question du rapport entre la dimension économique et la dimension politique des luttes ouvrières qui est une question à débattre et à clarifier au sein du camp prolétarien.

Courrier d'un sympathisant : J'ai pris connaissance dans vos bilans de la lutte ouvrière mondiale que vous mentionniez les grèves des syndicats. Est ce que c'est vraiment juste d'associer les grèves d'initiative syndicale à la lutte ouvrière elle-même ? Est-ce que cela ne porterait pas à confusion ? Par exemple, le syndicat des patrons pour lesquels je travaille prévoit d'entrer en négociation pour la reconduction des conventions dans le secteur de l'hôtellerie et fort probablement selon eux qu'il y aura grève car les négociations selon leurs prédictions s'annoncent tendues. Dans cette situation il s'agit nullement de mon initiative ni de celles de mes collègues de travail, nous ne sommes pas en lutte, nous obéissons et c'est à peu près tout. Si on ne prend que les luttes d'initiative ouvrière seulement, je suis pas mal sûr qu'il n'y en aurait pas autant dans votre bilan des luttes dans le monde, non ? Ma question serait : peut-on vraiment considérer les luttes d'initiatives syndicales et leur contingents d'ouvriers opportunistes comme étant une expression de la lutte des classes avec le petit mot qui change tout : Aujourd'hui ? Et si oui, pourquoi ?...

YS.

Notre réponse :

Cher camarade YS, nous apprécions ton commentaire critique sur les articles *Luttes ouvrières dans le monde* de notre revue. Au premier abord, une lutte en dehors du cadre syndical n'est pas automatiquement politique ou révolutionnaire. Elle peut comme c'est le cas des nombreuses grèves en Chine, être seulement une lutte économique, lutte qui reflète les conditions de détériorations de la vie des prolétaires en milieu de travail en ce sens elle est nécessaire mais elle ne remet pas en cause le capitalisme lui-même.

Tu as raison de dire qu'il y a des grèves qui sont à l'initiative des syndicats. Ces grèves sont la plupart d'une journée étalées sur plusieurs semaines ou même des mois. Elles visent à empêcher une grève générale, à diviser les prolétaires par secteur, par région, par pays et par syndicat. Les syndicats montrent ainsi qu'ils sont des organisations de défense du capitalisme et de sabotages des luttes.

Alors pourquoi mentionnons-nous les « grèves de syndicats » dans le monde ? Les syndicats pour garder un minimum de crédibilité sont obligés d'accepter sous la pression de leurs membres certaines revendications de leurs membres ainsi que les moyens d'actions pouvant aller jusqu'à des grèves. Par la suite ils mettront de l'avant les compromis lors des négociations et le sabotage de la lutte. Comme le dit l'introduction d'un des articles sur les *Luttes ouvrières dans le monde* : « La combativité et la colère continuent à s'exprimer dans tous les pays, sur tous les continents. Mais, pour autant, elles ne réussissent pas à faire reculer les attaques. Parce que la classe ouvrière reste, en général, derrière les mots d'ordre et revendications syndicales et de gauche, c'est-à-dire des mots d'ordre et des revendications contraignant et limitant la lutte au cadre étatique et à l'idéologie capitaliste. Parce qu'elle n'assume pas, à ce jour, le combat contre les sabotages et le dévoiement de ses luttes et contre ces forces qui les mettent en place. Parce qu'elle n'arrive pas à se hisser au niveau du combat politique conscient, c'est-à-dire jusqu'à l'affrontement politique contre toutes les forces de l'appareil d'État bourgeois, particulièrement contre celles qui se situent sur le terrain ouvrier », syndicats, officiels ou "radicaux de base", aux forces politiques de gauche et gauchistes ; y compris ceux qui se cachent derrière l'apolitisme et les mystifications démocratiques diverses et variées. »

Si nous cherchons la grève idéale ou la lutte idéale en dehors du cadre syndical, nous ne mentionnerons rien. Les luttes actuelles reflètent le niveau de conscience de la classe ouvrière. Ce niveau de conscience se développe au cours des luttes, quelles soient économiques et/ou contrôlées par les syndicats. « Grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rue, combats de barricades - toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants. Et la loi du mouvement de ces phénomènes apparaît clairement elle ne réside pas dans la grève de masse elle-même, dans ses particularités techniques, mais dans le rapport des forces politiques et sociales de la révolution » (Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat*, 1906).

Ce qui veut aussi dire que la conscience des ouvriers évolue au cours du mouvement de revendications. Taire ces revendications, ce serait de l'idéalisme, ce serait censurer la combativité et la colère du prolétariat à l'échelle mondiale. Ce serait croire que le niveau de conscience se développe par des prêchi-prêcha. « Mais admettre que l'ensemble ou même la majorité de la classe ouvrière, compte tenu de la domination du capital, peut acquérir une conscience communiste avant la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat, c'est tout simplement de l'idéalisme. » (Marxisme et conscience de classe, <http://www.leftcom.org/fr/articles/2002-02-01/marxisme-et-conscience-de-classe>)

Fraternellement, Normand

Débat au sein du camp prolétarien

Le texte qui suit est la première partie d'une contribution d'un membre de notre groupe sur la question de la conscience de classe. La deuxième sera publiée dans le prochain numéro. Le GIGC s'est prononcé en accord avec ce texte lors de la réunion générale qu'il a tenue en juillet dernier. Néanmoins, notre réflexion et débat interne ne font que commencer. Nous le mettons à disposition des lecteurs et des groupes politiques du camp prolétarien afin qu'ils puissent participer à leur tour, nous les invitons à le faire, à notre réflexion et débat. En particulier, nous attirons l'attention sur notre position quant à la brochure *Que faire ?* de Lénine, si décriée ou fétichisée selon les cas et dont, selon nous, le but principal qui la fonde – et a fondé une grande partie de l'action politique de Lénine et du parti bolchevique – est de « travailler à développer [la] conscience politique » du prolétariat et à « élever sa conscience ». C'est son argument principal qu'il ne cesse d'asséner tout au long de *Que faire ?* contre les "économistes" – les conseillistes de l'époque. Dans ce sens, ceux qui rejettent Lénine et *Que faire ?* parce qu'il reprend à son compte, et sur la forme, la position de Kautsky selon laquelle la conscience de classe ne peut pas venir de la classe révolutionnaire, lui font un mauvais procès leur évitant ainsi de se prononcer sur le fond théorique et politique de la question et surtout sur ses implications : **la dimension politique du combat de classe et la nécessité du parti**. C'est d'autant plus regrettable, ou malhonnête (politiquement), que Lénine lui-même est revenu sur ses "tordages de barre" : « Il n'avait pas été dans mon intention au deuxième Congrès non plus d'ériger les formulations dans *Que faire ?* en une sorte de programme, un énoncé de principes particuliers. Bien au contraire, j'usai d'une expression qui par la suite devait être souvent citée, celle de la barre tordue. *Que faire ?* disais-je, redresse la barre tordue par les économistes » (Lénine, *En douze ans*, 1907).

Sur la conscience de classe

Toute discussion ou débat sur la conscience de classe ne fait aucun sens, n'a aucun intérêt pour le prolétariat, si on ne part pas du principe militant de base : comment élever la conscience de classe du prolétariat. Là réside le débat qui a enflammé des générations de militants révolutionnaires, entraînant diverses lignes de fracture au sein des organisations révolutionnaires entre différentes tendances, fractions ou courants.

Toute discussion sur la conscience de classe prise en soi, c'est-à-dire abstraitement, n'est qu'une discussion d'intellectuels de salon de par son caractère non-militant, justement parce qu'on ne commence pas par se poser la question "comment élever la conscience de classe", mais plutôt "qu'est-ce que la conscience de classe". Le nature de la question fera évidemment changer le contenu de la réponse. Or, quand la question fut mal posée par différents courants politiques, les réponses tendaient invariablement à se centrer sur un aspect particulier au détriment d'une conception générale, par conséquent dialectique. Par exemple, Georg Lucaks et son *Histoire et conscience de classe* mettait l'emphase pratiquement que sur l'aspect philosophique de la conscience. De même, les courants économiste, anarchiste, syndicaliste et même par certains aspects conseilliste ne voyaient la conscience de classe que dans les rapports économiques entre patrons et ouvriers sur les lieux de travail. Enfin, pour le courant révisionniste, la doctrine socialiste étant inventée par des idéologues bourgeois et la prolétariat étant trop inculte, il fallait adapter le socialisme, et donc le parti, à la société bourgeoise cultivée.

Tous ces courants politiques ont commis l'erreur de mettre de côté l'aspect fondamental de la conscience de classe du point de vue révolutionnaire, l'aspect politique. Loin de nous l'idée d'affirmer ici qu'il n'y a pas de facteur philosophique, économique, culturel, etc. à la conscience de classe. Seulement, l'aspect politique transcende et lie ensemble les autres aspects. Le caractère politique de la lutte de classes ainsi que de la conscience de classe du prolétariat vient du fait

que la classe ouvrière est à la fois classe exploitée et classe révolutionnaire, c'est-à-dire sans aucun pouvoir dans la société capitaliste et directement en opposition à l'État capitaliste. Il faut aux militants révolutionnaires une conception claire du but à atteindre, c'est-à-dire un programme politique, ainsi que des moyens efficaces pour atteindre ce but, c'est-à-dire une organisation politique qui permette la prise du pouvoir politique. « Pour nous, la révolution est un processus qui, dès ses premières phases, nous permet déjà d'aller de l'avant, car les masses ne peuvent être rassemblées, aguerries, organisées de manière à conquérir le pouvoir que dans ce combat pour le pouvoir lui-même. »¹³ La conquête du pouvoir par le prolétariat, la dictature du prolétariat, est ainsi le moyen politique d'accoucher la société communiste.

Les prémisses de bases étant établies, le caractère militant et politique de la conscience de classe, nous pouvons commencer à nous réapproprier les débats passés du mouvement ouvrier sur la question de la conscience. Bien que ce débat ne fut jamais à l'avant de la scène du mouvement ouvrier, il est toujours sous-jacent lors d'autres débats par exemple le débat entre iskristes et économistes en Russie ou encore le débat sur la grève de masse entre Luxemburg, Pannekoek et Kautsky, tous deux au début du 20e siècle. Cette méthode nous permet de nous réapproprier l'expérience des courants révolutionnaires dans le mouvement ouvrier. En effet, quand il y a débat sur une question politique, il se forme habituellement une gauche révolutionnaire face à une droite conservatrice au sein de l'organisation. La confrontation politique entre fractions dans l'organisation a comme résultat bénéfique de séparer le bon grain de l'ivraie. Enfin, cette méthode nous empêche de nous fourvoyer à vouloir réinventer la roue.

13 . Anton Pannekoek, *Théorie marxiste et tactique révolutionnaire*, 1912, dans *Socialisme : la voie occidentale*, aux Presses Universitaires de France, 1983. <http://igcl.org/Theorie-marxiste-et-tactique>

Le manifeste du parti communiste

Le manifeste du parti communiste, écrit par Marx et Engels pour la Ligue des communistes en 1848, marque la première tentative de donner au prolétariat un programme politique pour orienter la lutte. Ce manifeste vise avant tout à donner une base scientifique et historique à la lutte de classes, c'est-à-dire qu'on marque une opposition franche face aux courants du socialisme utopique. Ceux-ci visaient en général à mettre de l'avant des principes moraux selon lesquels il fallait adapter et transformer la société. Marx et Engels critiquent de tels raisonnements en affirmant que « *les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne font qu'exprimer, en termes généraux, les conditions réelles d'une lutte de classes qui existe, d'un mouvement historique qui se déroule devant nos yeux* »¹⁴. L'idée exprimée ici est que le communisme n'est pas une théorie qui naît dans la tête de certains penseurs de génie. Au contraire, le communisme est le mouvement existant dans la société capitaliste et naissant directement des contradictions de cette société qui tend à rendre possible son abolition. Les communistes sont donc les militants qui théorisent et mettent en pratique « *le mouvement réel qui abolit l'état actuel* »¹⁵ sous forme de programme qui ensuite sert à rendre conscientes les luttes en les orientant plus clairement. De même, le Manifeste tient à se démarquer des différents types de socialisme petit-bourgeois qui tendent tous, de différentes façons certes, à adapter les principes du socialisme à la société bourgeoise. Ainsi, il fonde une action politique autonome du prolétariat sur une base historique et scientifique.

Les communistes sont donc porteurs de la conscience de classe. Ils forment un regroupement volontaire de militants conscients du but final. « *Les communistes ont comme avantage sur le reste du prolétariat d'avoir conscience des tenants et aboutissants du processus révolutionnaire. Pratiquement, les communistes sont la partie la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui va toujours de l'avant; du point de vue théorique, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier.* »¹⁶

Cependant les communistes ne se servent pas de cet avantage qu'ils ont sur le reste du prolétariat pour mener à bien leurs propres intérêts particuliers. Au contraire, il se servent de cette conscience du but final pour assurer le leadership politique de la lutte de classes, c'est-à-dire hausser le reste du prolétariat à son niveau de conscience pour lui permettre de mettre en œuvre les moyens politiques de sa libération. Là est le sens profond de la phrase sur la constitution du prolétariat en classe, donc en parti politique du Manifeste. « *Le but immédiat des communistes est le même que celui des autres partis prolétariens : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du*

pouvoir politique par le prolétariat. »¹⁷

Que Faire?

L'importance fondamentale de *Que Faire ?* de Lénine réside dans le fait qu'il avait justement comme point de départ une réflexion sur comment élever la conscience de classe. Cela en fait un texte de référence pour tout débat sérieux sur la conscience. Aussi, autant il faut critiquer la thèse de Kautsky reprise par Lénine faisant du socialisme une invention d'intellectuels bourgeois, autant il ne faut pas se servir de cette erreur de Lénine, qu'il a lui-même avoué plus tard, pour évacuer toutes les autres excellentes positions qui se trouvent dans ce texte.

Réglons dès maintenant son cas à la thèse kautskyste de Lénine : « *Les ouvriers, avons-nous dit, ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que de l'extérieur. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, se battre contre les patrons, réclamer du gouvernement telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques, élaborées par les représentants cultivés des classes possédantes, par les intellectuels. Les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient eux-mêmes, par leur situation sociale, des intellectuels bourgeois.* »¹⁸ Dans cette thèse, qui d'ailleurs est contradictoire avec le reste du texte, Lénine essayait très maladroitement d'expliquer en quoi la conscience de classe n'est pas le produit direct du choc entre patrons et ouvriers sur les lieux de travail, mais bien plutôt une expression politique du choc dans la société entre la classe bourgeoisie et la classe ouvrière. Il faut prendre en compte la polémique de Lénine contre les économistes qui eux faisaient un culte à la spontanéité et prenaient les lieux de travail comme centre de gravité de la lutte de classes, ce qui les rapprochait évidemment des syndicalistes et réformistes d'Europe occidentale. Lénine opposait aux économistes le caractère éminemment politique de la lutte de classes. Donc, même s'il s'est trompé en reprenant la thèse de Kautsky, Lénine avait tout de même raison contre les économistes.

Cette thèse de Kautsky a deux faiblesses principales. Elle sépare le socialisme et le prolétariat. À cela, Rosa Luxemburg a répondu de façon magistrale : « *On sait bien que la lutte de classes n'est pas une invention ou une création délibérée de la social-démocratie que celle-ci pourrait à son gré et de sa propre initiative supprimer pendant certaines périodes. La lutte de classes du prolétariat est plus ancienne que la social-démocratie. C'est un produit élémentaire de la lutte de classes. Elle jaillit avec l'avènement du capitalisme en Europe. Ce n'est pas la social-démocratie qui a enseigné au prolétariat moderne la lutte de classes, c'est bien plutôt la social-démocratie elle-même qui a été appelée à la vie par le prolétariat afin d'apporter conscience des buts et de la cohésion aux différentes composantes, dans l'espace et dans*

14 . *Le Manifeste du Parti Communiste* de Karl Marx et Frederich Engels, Tome 1 des oeuvres par Maximilien Rubel.

15 . *L'idéologie allemande* de Karl Marx et Frederich Engels.

16 . *Le Manifeste du Parti Communiste* de Karl Marx et Frederich Engels, Tome 1 des oeuvres par Maximilien Rubel.

17 . Idem

18 . *Que faire?* de Lénine.

le temps, à la lutte de classes.»¹⁹ Ensuite, elle prend complètement à l'envers la question des intellectuels par rapport au communisme. Pourtant, Marx et Engels avaient déjà résolu simplement la question : « De même qu'autrefois une partie de l'aristocratie passa à la bourgeoisie, une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et en particulier ceux des idéologues bourgeois qui se sont haussés à l'intelligence théorique du mouvement général de l'histoire. »²⁰ Dans le manifeste, Marx et Engels acceptent et encouragent l'idée que des bourgeois quittent leur classe et se mettent au service du prolétariat et de son mouvement historique. Au contraire, Kautsky affirme que le mouvement historique du prolétariat ne serait en fait qu'une doctrine inventée par des bourgeois éclairés.

En faisant un bref rappel de quelques luttes ouvrières en Russie, Lénine pose un principe fondamental d'une compréhension de la conscience du point de vue marxiste. « Cela nous montre que "l'élément spontané" n'est au fond que la forme embryonnaire du conscient. »²¹ Il y a deux courants au sein du marxisme qui n'ont jamais réussi à assimiler cette leçon : les courants conseilliste et substitutionniste. Le premier courant vénère la spontanéité comme un état de pureté qu'un parti de classe ne pourrait qu'entacher et gâcher. En cela, cette théorie voue les militants à impuissance et passivité dans la lutte de classes. Lénine parle dans *Que Faire ?* de queuisme, c'est-à-dire se mettre à la queue du mouvement. Quant à lui, le courant substitutionniste ne jure que par la conscience, dont le seul le parti est doté. Il va même jusqu'à affirmer, dans sa variante bordiguiste caricaturale, que la révolution sera l'acte d'une masse d'inconscients dont la conscience n'arrivera qu'en paradis communiste, après-coup. C'est donc le parti seul qui fait la révolution. Les deux courants sont le revers d'une même médaille en ce qu'ils ne sont pas en mesure d'employer la méthode marxiste pour comprendre la conscience de classe. Leur défaut est de raisonner en absolu au lieu d'utiliser la dialectique. En effet comme Lénine l'a affirmé, l'irruption spontanée de conscience de classe dans le prolétariat n'est qu'une forme embryonnaire d'une conscience de classe plus développé et aboutie. Et c'est justement le rôle politique des révolutionnaires que de favoriser et intervenir dans le processus qui voit le passage du "spontané" au "conscient" dans le reste du prolétariat. Bref, c'est la classe qui fait la révolution, mais c'est le parti qui lui en donne la capacité politique.

Les courants conseilliste et anarchiste qualifient souvent à tort la position de Lénine d'élitisme, le parti devenant pour eux une couche au dessus du prolétariat. Au contraire, selon Lénine, la partie la plus révolutionnaire du prolétariat doit systématiquement s'organiser et travailler à ce que la partie la moins révolutionnaire et la moins politisée du prolétariat se hausse, à travers la lutte de classes, au niveau des révolutionnaires. « Il témoigne que notre obligation première et impérieuse est de contribuer à former des révolutionnaires ouvriers qui, sous le rapport de leur activité dans le parti,

soient au même niveau que les révolutionnaires intellectuels. (Nous soulignons : sous le rapport de l'activité dans le parti, car sous les autres rapports, atteindre à ce même niveau est, pour les ouvriers, chose beaucoup moins facile et beaucoup moins urgente, bien que nécessaire.) C'est pourquoi il faut nous attacher principalement à élever les ouvriers au niveau des révolutionnaires, et non nous abaisser nous-même au niveau des "masses ouvrières", comme le veulent les "économistes", et au niveau même de "l'ouvrier moyen", comme le veut Svoboda. »²² Une conception du parti ayant comme fonction d'étendre et élever la conscience de classe ne peut être crédiblement qualifiée d'élitisme. En ce sens, le parti n'est pas une élite politique. Il assure plutôt un leadership politique dans le prolétariat.

Le parti bolchevik adopta et mit en oeuvre la position de Lénine dans *Que Faire ?* sur la parti et la conscience. Cette position contribua à faire des bolcheviques au début du 20e siècle les leaders de la gauche radicale dans la social-démocratie internationale aux côtés entre autres des tribunistes hollandais, des IKD et de la ligue Spartacus allemands et de la fraction abstentionniste du parti socialiste italien. N'était-ce pas d'ailleurs Rosa Luxemburg qui affirma à la fin de son article sur la Révolution russe : « En Russie, le problème ne pouvait être que posé. Il ne pouvait être résolu en Russie. Et en ce sens, l'avenir appartient partout au "bolchevisme". »²³ De même, Pannekoek, qui pourtant sera plus tard un représentant éminent du courant conseilliste, était à cette époque encore plus "bolchevik que Lénine" : « Mais le Parti leur a enseigné que les explosions de désespoir de groupes isolés, d'individus, sont voués à l'échec et que seule l'activité collective, solidaire des exploités peut déboucher sur des succès. Il a discipliné les masses et les a empêché de gaspiller leur énergie révolutionnaire. Mais ce n'est là, bien sûr, que l'un des aspects de la chose, son côté négatif ; car, en positif, en même temps, le Parti montre son chemin, il indique comment mettre en oeuvre autrement cette énergie, il va de l'avant. Les masses ont, pour ainsi dire, transmis une part de leur énergie à la collectivité organisée qu'est le Parti ; ceci non pas pour que cette énergie se disperse, mais pour que le Parti l'emploie, en fasse sa volonté commune. Ce que les masses perdent ainsi en initiative, en capacité d'action spontanée, elles le retrouvent ailleurs, sous une autre forme, dans la capacité d'action du Parti. »²⁴ Cette homogénéité politique élevée, sans être parfaite, sera la base de la formation de la 3e Internationale et sera seulement compromise plus tard, quand le reflux de la révolution mondiale provoquera les premières dissensions à partir des années 1920 jusqu'aux années 1930.

L'Internationale Communiste

La 3e Internationale se constitua sur la base des gauches social-démocrates au niveau international qui refusèrent la trahison du centre et de la droite de la social-démocratie lors de la 1ère Guerre mondiale. En cela, et sous l'impulsion du

19 . *La brochure du Junius*, la guerre et l'Internationale de Rosa Luxemburg.

20 . *Le manifeste du Parti Communiste* de Karl Marx et Frederich Engels, Tome 1 des oeuvres par Maximilien Rubel.

21 . *Que faire?* de Lénine.

22 . *Que faire?* de Lénine.

23 . *La Révolution russe* de Luxemburg.

24 . Anton Pannekoek, *Théorie marxiste et tactique révolutionnaire*, 1912, dans *Socialisme : la voie occidentale*, aux Presses Universitaires de France, 1983. <http://igcl.org/Theorie-marxiste-et-tactique>

parti bolchevique et de la Révolution russe, la 3e Internationale restaura le programme révolutionnaire du prolétariat contre le révisionnisme et le réformisme de la 2e Internationale.

Dans ses Thèses sur la fonction du parti communiste dans la révolution communiste, la 3e Internationale a repris les concepts de base établis dans le Manifeste communiste de 1848 : « *Le Parti Communiste est une fraction de la classe ouvrière et bien entendu il en est la fraction la plus avancée, la plus consciente et, partant, la plus révolutionnaire. Il se forme par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le Parti Communiste n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne se distingue de la grande masse des travailleurs que par le fait qu'il possède une vision générale du chemin historique de la classe ouvrière dans son ensemble et s'efforce, à travers tous les méandres de ce chemin, de défendre non les intérêts de métiers ou de groupes particuliers, mais ceux de la classe ouvrière dans sa totalité. Le Parti Communiste constitue la force organisatrice et politique, à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige les masses prolétariennes et semi-prolétariennes dans la bonne direction.* »²⁵ Bref, rien de nouveau par rapport au Manifeste, sauf que l'Internationale établit clairement que le parti de classe n'est pas en dehors du prolétariat, ce qui était déjà implicite dans le Manifeste, mais est la fraction la plus consciente du prolétariat.

Avec les Révolutions russe de 1905 et 1917 apparaît la nouvelle forme du pouvoir politique du prolétariat : les conseils ouvriers. Ceux-ci apparaîtront dans des situations de double-pouvoir où les parlements bourgeois sont discrédités et des assemblées à partir de la rue et des lieux de travail se forment en pouvoir ouvrier contre le pouvoir bourgeois. Évidemment, la bourgeoisie fait tout pour légaliser et rendre non-révolutionnaires ces conseils. Normalement, les agents de cette légalisation furent justement les sociaux-démocrates, réformistes hier et contre-révolutionnaires aujourd'hui. L'Internationale adopta une thèse très importante qui est en fait une adaptation de la thèse de *Que Faire ?* sur la conscience à la situation des conseils ouvriers. « *Pour que les Soviets puissent remplir leur tâches historiques, il est nécessaire au contraire qu'existe un puissant Parti Communiste qui ne "s'adapte" pas simplement aux Soviets, mais qui soit capable de les inciter à refuser toute "adaptation" à la bourgeoisie et à la garde blanche social-démocrate, et qui puisse, par l'intermédiaire de ses fractions communistes dans les soviets, entraîner les soviets dans son sillage.* »²⁶ Comme Lénine voulait élever le prolétariat au niveau de conscience du parti de classe, l'Internationale oeuvra à élever les conseils ouvriers au niveau de conscience de ce même parti.

La Gauche Communiste

La Gauche Communiste reprit le flambeau à partir de la tradition du combat de la gauche social-démocrate contre le révisionnisme. Comme Lénine, Luxemburg et Pannekoek

avant la Guerre, la Gauche Communiste défendit l'importance d'une doctrine de parti basée sur un but final, la société communiste, avec des moyens révolutionnaires. Cette conscience des buts finaux ainsi que des moyens pour les réaliser est justement la conscience de classe dont le parti doit être l'expression la plus avancée au niveau politique. « *Il ne s'agit pas seulement d'édifier les masses, et moins encore d'exhiber un Parti intrinsèquement pur et parfait, mais bel et bien d'obtenir le meilleur rendement dans le processus réel. Comme on le verra mieux plus loin, il s'agit, par un travail systématique de propagande et de prosélytisme et surtout par une participation active aux luttes sociales, d'obtenir qu'un nombre toujours croissant de travailleurs passe du terrain des luttes partielles pour des intérêts immédiats au terrain de la lutte organique et unitaire pour la révolution communiste. Or c'est uniquement lorsqu'une semblable continuité de programme et de direction existe dans le Parti qu'il lui est possible non seulement de vaincre la méfiance et les réticences du prolétariat à son égard, mais de canaliser et d'encadrer rapidement et efficacement les nouvelles énergies conquises dans la pensée et l'action communes, pour atteindre à cette unité de mouvement qui est une condition indispensable de la révolution.* »²⁷ C'est définitivement dans le courant "italien" de la Gauche communiste qu'on trouvera la conception la plus claire et la plus correcte de la conscience de classe ainsi que du rapport parti/classe. « *Un parti vit quand vivent une doctrine et une méthode d'action. Un parti est une école de pensée politique et en même temps une organisation de combat. Le premier trait est un fait de conscience, le second est un fait de volonté, plus précisément d'effort vers un but.* »²⁸

La gauche italienne avait raison de mettre l'emphase sur la caractère politique de la conscience de classe. Un bon exemple de cette notion importante est dans la polémique autour de la guerre d'Espagne au sein de la Gauche Communiste entre *Bilan* et l'Union Communiste.²⁹ Cette dernière critiquait la fraction de gauche du Parti Communiste d'Italie publiant la revue *Bilan* parce que ces derniers n'avaient tout caractère révolutionnaire à la guerre civile espagnole. Parmi les facteurs justifiant leur position, figurait l'absence de parti de classe. Donc, l'Union Communiste affirmait, pour le bien de la polémique, que la position de *Bilan* était "pas de parti=pas de révolution". La position de *Bilan* se basait au contraire sur toute une tradition politique qu'elle tentait de préserver à contre-courant. Commentant la thèse #1 sur le parti du l'Internationale Communiste³⁰, la gauche italienne avait déjà affirmé « *qu'on ne peut même pas véritablement parler de classe tant qu'il n'existe pas une minorité de cette classe tendant à s'organiser en parti politique.* »³¹ Considérant que le parti représente la fraction la plus consciente et révolutionnaire de la classe ouvrière, s'il n'y a aucune tendance vers la constitution du parti dans la classe ouvrière, cela signifie qu'il n'y a pas d'avancement de la conscience. On ne peut donc pas parler de situation

25 . *Parti et Classe* du Parti Communiste International (www.pcint.org).

26 . *Parti et Classe* du Parti Communiste International.

27 . *En défense de la continuité du programme communiste* du Parti Communiste International, Thèses de Rome, Thèse #8, p. 44-45

28 . *Parti et Classe* du Parti Communiste International.

29 . Pour les positions respectives, voir *Bilan* de Jean Barrot et *Chronique de la révolution espagnole* d'Henry Chazé

30 . Note #13

31 . *Parti et Classe* du Parti Communiste International.

révolutionnaire puisque la conscience n'existe pas et la révolution doit être un acte conscient. En Espagne, il y avait bien quelques camarades défendant des positions révolutionnaires autour de Grandizo Munis, mais ceux-ci étaient noyés dans le marais puant de l'union nationale républicain et anti-fasciste. Le manque de discernement de l'Union Communiste a poussé ces camarades à chercher des révolutionnaires en Espagne là où il n'y en n'avait pas, c'est-à-dire dans la gauche du POUM, le parti de collaboration de classe par excellence.

C'est dans la revue *Internationalisme* de la Gauche Communiste de France qu'on retrouvera finalement la synthèse la plus élevée durant cette période historique du rapport parti/conscience/classe. Comme nous l'avons affirmé plus haut, il y a deux mauvaises compréhension fondamentales de la conscience de classe au sein de la Gauche Communiste : le conseillisme pour qui il n'y a que la classe qui existe et le bordiguisme pour qui seul le parti compte vraiment. Pour la GCF, « le parti n'agit donc pas à la place de la classe. Il ne réclame pas la "confiance" dans le sens bourgeois du mot, c'est-à-dire d'être une délégation à qui est confié le sort et la destinée de la société. Il a uniquement pour fonction historique d'agir en vue de permettre à la classe d'acquérir elle-même la conscience de

sa mission, de ses buts et des moyens qui sont les fondements de son action révolutionnaire » (*Sur la nature et la fonction politique du parti politique du prolétariat, Internationalisme* 38, Gauche Communiste de France, 1948, <http://igcl.org/Sur-la-nature-et-la-fonction>)

La conscience de classe est donc la connaissance du but final de la lutte de classes et des moyens pour y arriver. Ce savoir n'est pas l'apanage d'une couche de "spécialistes de la révolution", mais est au contraire l'expérience historique de la classe ouvrière que le parti cristallise en un programme politique. Le prolétariat se politise dans le processus même de la lutte de classe, le parti de classe étant à la fois produit et facteur de cette politisation. « *La révolution politique est la première condition d'une orientation socialiste de l'économie et de la société. De ce fait également, le socialisme ne peut se réaliser qu'en tant que conscience des finalités du mouvement, conscience des moyens de leur réalisation et volonté consciente de l'action. La conscience socialiste précède et conditionne l'action révolutionnaire de la classe* » (idem). La dernière phrase est importante. On y dit que les militants communistes doivent s'organiser avant la révolution afin d'être partie-prenante de la lutte révolutionnaire.

Robin

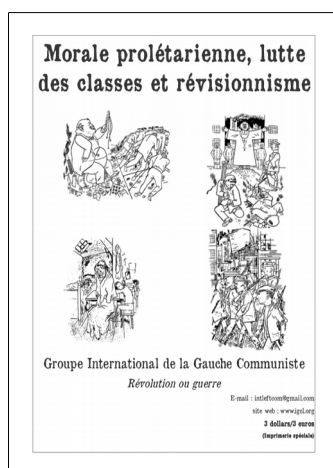
Lisez nos brochures...

Bilan de la Lutte étudiante et des assemblées de quartier de 2012 au Québec

« Dans toute notre intervention lors de la lutte étudiante, nous avons eu comme leitmotiv qu'il fallait que *[les étudiants]* élargissent leur lutte à d'autres secteurs de la société, en particulier les travailleurs... »

« Pour résumer, la "grève sociale" a échoué essentiellement parce que le Travail ne s'est pas mis en grève. Et si les travailleurs ne se sont pas mis en grève, c'est surtout grâce à l'immobilisme consciemment calculé des grandes centrales syndicales »

(Communistes Internationalistes –
Klasbatalo)



Morale prolétarienne, lutte des classes et révisionnisme

« Tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, le marxisme a mis en évidence comment le révisionnisme (...) a introduit les thèmes idéologiques de la bourgeoisie (...) les valeurs, la morale, les intérêts et, d'une manière générale, l'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier au titre de la science "générale", de philosophie "abstraite", de morale et d'intérêts "humains" »

Contre les théories opportunistes du Courant Communiste International des années 2000... lisez notre brochure *Morale prolétarienne, lutte des classes et révisionnisme* !

Vie du groupe

Réunion générale du GIGC – juillet 2016

Nous reproduisons ci-après de larges extraits du rapport d'activités, écrit en avril 2016, qui a été présenté, discuté, puis finalement adopté par la 1^e Réunion Générale de notre groupe depuis sa constitution en novembre 2013. Pourquoi publier un rapport interne ? En quoi cela peut-il intéresser la classe ouvrière et ses minorités les plus combatives et conscientes ?

Notre groupe défend que toute lutte ouvrière, aussi limitée ou isolée soit-elle, est une lutte politique car, comme l'écrivent K. Marx et F. Engels dans le Manifeste communiste, « toute lutte de classes est une lutte politique ». Toute lutte s'affronte, à un niveau ou à un autre, tout particulièrement à notre époque, à l'État capitaliste et à ses forces politiques bourgeoises de gauche comme de droite, à ses syndicats, à sa propagande médiatique, et à sa police et justice de classe. Or, parce que définissant les mots d'ordre de destruction du capitalisme, d'insurrection ouvrière et de dictature du prolétariat, c'est-à-dire de l'affrontement à l'État capitaliste, la perspective du communisme fournit précisément les moyens et les armes politiques des combats de classe quel que soit leur niveau car « le rapport qui lie la classe à sa conscience communiste est le même que celui qui lie la classe à l'exercice futur de sa dictature » (La conscience communiste, PCint-Battaglia comunista, 1978 in Contro venti e maree). À ce titre, les groupes communistes – et le parti lorsqu'il existe – comme principales expressions de la conscience historique de classe du prolétariat et porteurs spécifiques de la perspective communiste sont les plus en capacité d'assumer pleinement cette dimension politique du combat de classe et d'y entraîner le plus grand nombre d'ouvriers. C'est pour assurer ce rôle de direction politique ou d'avant-garde politique que le prolétariat, comme classe historique, les fait surgir et qu'au cours de sa lutte, il favorise l'émergence des forces qui vont constituer son parti de classe. La dimension politique permanente du combat de classe induit et pousse à la constitution du parti. Voilà pourquoi les groupes communistes d'aujourd'hui qui œuvrent avec force pour le regroupement des révolutionnaires en parti n'ont rien à cacher à leur classe. D'autant qu'ils se trouvent confrontés aux mêmes problèmes et difficultés – certes à un niveau particulier – que celle-ci rencontre.

Ainsi, et particulièrement dans la période historique de confrontations massives entre les classes qui s'ouvre, constituer un groupe communiste et le développer est une expérience que nous devons partager et à laquelle nous devons essayer d'intéresser le maximum de camarades et d'ouvriers combattifs qui n'osent encore se rapprocher de ces organisations. Comme la classe ouvrière, les révolutionnaires se confrontent aux difficultés et conditions de l'époque actuelle ; principalement au scepticisme face aux capacités révolutionnaires du prolétariat et face à la perspective communiste ; et aux illusions démocratiques, au culte de l'individualisme et aux mépris et rejet des débats sérieux, argumentés et directs. C'est principalement contre ces deux maux qui touchent la classe comme un tout et ses minorités révolutionnaires, que notre groupe a dû lutter depuis sa constitution en son sein comme dans ses interventions.

La discussion sur nos activités a été au centre des travaux de notre réunion générale même si nous avons abordé d'autres points comme la situation internationale. Les discussions et les interventions des camarades ont exprimé un degré supplémentaire de clarification et d'accords politiques en notre sein sur le bilan de nos activités et nos orientations. Certes, nous n'avons pas eu assez de forces pour rédiger une résolution d'activité qui aurait pu synthétiser la discussion et pointer les accords auxquels nous sommes arrivés. Néanmoins, aucune divergence quant au bilan et aux orientations générales que le rapport avance n'est apparue – quelques nuances ou questionnements restent sur tel ou tel point secondaire – et celui-ci a été adopté par tous. Les orientations internes quant à l'équilibre "vie interne-intervention extérieure" et quant au bilan de la revue, sa "lisibilité" et sa diffusion, ont été avalisées. Les orientations générales, par rapport au cours historique actuel de la lutte des classes et par rapport au camp prolétarien – les groupes de la Gauche communiste – qui avaient été définies lors de la conférence de 2013 ont été validées par la réunion et actualisées en fonction de l'évolution de la situation – le rapport publié intègre aussi ces éléments de manière rapide.

En conclusion, et si les mois qui viennent confirmeront ou non nos premières impressions, pour l'heure cette réunion nous apparaît comme ayant été à la fois le produit et un facteur d'homogénéité du groupe et un moment pour qu'il puisse réaliser au mieux ses activités à venir – en particulier œuvrer activement et centralement au regroupement du camp communiste et au combat pour le parti.

Le GIGC.

Rapport d'activités pour la Réunion générale du GIGC

Une précision d'abord : ce rapport ne peut pas être et ne cherche pas à être exhaustif. Un rapport d'activités vise essentiellement à deux choses : tirer un bilan et en tracer des perspectives pour la période à venir. Tirer un bilan ne consiste pas à établir deux colonnes, l'une positive, l'autre négative, et à en faire le solde à la fin. Le bilan n'est pas en soi mais par rapport à l'évolution de la situation historique mondiale et

celle du milieu principal dans lequel nous évoluons, le milieu révolutionnaire en général et le camp prolétarien en particulier. Et cela en lien avec nos principes de base, nos orientations politiques et nos forces. Avons-nous respecté nos principes (notre plate-forme) et vérifié leur valeur face à la situation ? Avons-nous mis en avant nos orientations politiques (déterminées par notre compréhension de la situation

historique, cf. nos [Thèses sur la situation internationale](#)³²) et les avons-nous adaptées, voire modifier, si la situation l'exigeait ? Avons-nous utilisé au mieux nos forces en lien avec nos principes et nos orientations et les nécessités de la situation générale ? **Bref, avons-nous respecté et développé le mandat que la conférence de constitution de 2013 nous avait donné ?**

Sans doute ne pourrions-nous pas avoir de rapport sur la situation internationale qui nous permettrait de revenir sur les deux ans et demi écoulés depuis la constitution du groupe et l'adoption de nos Thèses sur la situation internationale. Nous n'en avons pas les forces. Néanmoins, ce bilan va être déterminé par le fait que le rapporteur en essayant de prendre en compte ce qui, selon lui, devrait être partagé par tous les camarades) considère que :

- l'évolution de la situation mondiale a confirmé la validité générale de notre cadre d'analyse (les Thèses) : décadence du capitalisme, alternative révolution ou guerre et les termes dans lesquelles elle se pose chaque fois plus au travers de la notion de cours historique, crise économique et rivalités impérialistes s'exacerbant, offensive économique et politique bourgeoise, combativité et limites prolétariennes principalement **dues à l'absence de perspective, voire sous forme de "simple espoir", révolutionnaire** (en d'autres termes : faiblesse de la conscience de classe dans les grandes masses prolétariennes) ;

- par rapport aux Thèses qui datent de juillet 2013, la situation a néanmoins évolué : le lien crise économique-rivalités impérialistes est devenu de plus en plus direct, la dynamique particulière des luttes ouvrières ouverte en 2008 s'est éteinte précisément en 2013 (la dynamique "grecque" comme foyer international potentiel) et une offensive idéologique et politique plus agressive de la bourgeoisie au niveau international contre le prolétariat s'est ouverte à partir de janvier 2015 avec les attentats de Paris ouvrant « une nouvelle période ». La crise et la guerre vont devenir des facteurs directs de prise de conscience dans les rangs prolétariens et de renouveau de l'aspiration révolutionnaire ;

- enfin, les dynamiques contradictoires qui parcouraient le camp prolétarien et le camp révolutionnaire se sont approfondies : hésitations de la Tendance Communiste Internationaliste (TCI, www.leftcom.org) pour assumer sa responsabilité historique, subsistance et même léger réveil des groupes "bordiguistes" (pour ce qui est des forces "partidistes"), manque de confiance et hésitations des nouveaux éléments, groupes, cercles qui surgissent régulièrement et qui disparaissent, déliquescence croissante du Courant Communiste International, maintien d'une mouvance anti-organisation de type "conseilliste" ; tout cela accentué par l'isolement des groupes révolutionnaires de leur classe comme expression de la perte de l'absence généralisée de conscience de la perspective communiste.

Bien évidemment, ce rapide constat validant nos orientations générales définies en 2013 – a priori nous pensons que tous les camarades le partageront – n'enlève rien aux possibles discussions, clarifications, voire nuances ou désaccords sur tel ou tel point particulier. Nous pensons à la question de l'axe principal d'affrontement impérialiste tel que le camarade S. l'a posée après l'intervention russe en Syrie. Nous pensons à la

compréhension du cours historique qui a été l'objet de multiples et constantes discussions et clarifications en notre sein tout au long de ces années. Nous pensons aux questionnements réguliers sur le rôle de la TCI comme pôle de regroupement. Il en est certainement d'autres.

Nous voyons trois éléments fondamentaux ayant déterminé les dynamiques en cours de la situation internationale depuis 2013 à partir desquels nous pouvons évaluer, positivement selon le rapporteur, les capacités de notre groupe pour reconnaître, prendre position, et même adapter-réadapter ses orientations :

- l'épuisement de la dynamique de lutte du prolétariat en Grèce (juillet 2013), que le groupe est capable de prendre en compte assez rapidement (cf. *RG#1*, présentation des Thèses, mais surtout *RG #2*) ;

- les attentats de janvier 2015 à Paris ouvrant une nouvelle période de confrontations massives que nous réussissons à comprendre et à mettre en avant dans la revue #3 ;

- l'hésitation de la TCI face à la constitution du GIGC (été 2014) et l'adaptation de notre orientation à son égard³³.

Lire ou relire l'ensemble des numéros de *Révolution ou Guerre* accompagné des tracts et communiqués donne une image assez fidèle de la réalité et de la dynamique du GIGC depuis sa constitution. Ainsi, nous proposons de commencer par la publication pour établir notre bilan.

1) La revue et nos tracts

« *Le GIGC décide de se doter d'une revue papier internationale, Révolution ou Guerre, – semestrielle dans un premier temps – qu'il diffusera le plus largement possible afin de pouvoir mener son intervention générale sur une base régulière en vue de développer une présence politique à la fois internationale et locale quand c'est nécessaire et là où il le peut.* » (Résolution sur la constitution du GIGC, Conférence de novembre 2013).

En premier lieu, le groupe a su remplir le mandat donné par la conférence quant à l'établissement et la réalisation d'une publication régulière semestrielle en deux langues. Tout comme la mise en place du site web qui nous permet aussi d'assurer une version espagnole réduite de la revue et la publication de la plupart de nos tracts et communiqués dans cette langue. Celle-ci n'a pas connu de retard et nous pouvons estimer que son contenu politique exprime la richesse et les capacités du GIGC. Rares sont les groupes révolutionnaires et même communistes qui réussissent à assurer une publication régulière. **À cette réussite**, nous devons aussi ajouter la qualité de notre site web et de notre page Facebook qui nous permettent de faire connaître – au-delà des diffusions militantes inévitablement limitées – nos prises de position immédiates par tracts ou communiqués. Certainement, il peut y avoir des points à améliorer.

La régularité et la fréquence des revues et des actualisations sur le site web en disent déjà beaucoup sur la force et la dynamique du groupe. De ce point de vue, **le groupe a rempli le mandat que la conférence lui avait donné.**

L'autre partie du mandat quant aux publications touche au contenu politique et aux orientations mises en avant. Le

33 . Due principalement aux difficultés avec le GIO, groupe canadien de la TCI, hostile dans un premier temps à la création d'un autre groupe de la Gauche communiste à Montréal.

32 . <http://igcl.org/Theses-sur-la-situation-historique>

rapporteur estime que la revue a répondu comme il convenait à la situation (en lien avec sa fréquence) :

- par rapport à l'évolution de la situation et les événements immédiats d'importance internationale, les éditoriaux et les tracts-communicés ont réussi à prendre en compte, parfois au dernier moment pour ce qui est des éditoriaux de la revue (ce qui exprime notre capacité de réaction), les ruptures et les faits dominants dans la situation : la guerre en Ukraine (février 2014), les grèves en Allemagne-Belgique (octobre 2014), les attentats de Paris (janvier 2015), la crise économique mondiale (chute des BRICS) et le sens politique de Syriza au pouvoir en Grèce (été 2015), sur les vagues d'immigrants en septembre 2015, sur les nouveaux attentats parisiens (novembre 2015), sur l'alternative prolétarienne suite aux attentats de Bruxelles et à la campagne médiatique qui les ont suivi (mars 2016). Au-delà de ces réponses immédiates, la revue s'est centrée pour une grande part sur la dénonciation de la démocratie bourgeoise mise en avant dans la plupart de ces événements comme élément central de la mystification idéologique bourgeoise en général et plus particulièrement en vue de la guerre impérialiste ;

- par rapport au camp révolutionnaire et prolétarien, nous avons su prendre position sur les événements principaux : crise du Courant Communiste International (CCI) et ses congrès, réunions publiques de la TCI au Canada, Assemblée Générale de *Battaglia Comunista*, tout en reproduisant régulièrement textes et articles de la TCI ou encore du PCint bordiguiste ;

- sous forme de débat ouvert, la revue a fourni des orientations et des éléments de réflexion sur le cours historique, sur la méthode d'analyse de la lutte des classes et des rivalités impérialistes, sur la mystification démocratique et celle d'Internet, sur les élections, sur les plateformes du CCI et de la TCI, sur la question du Parti (avec le groupe russe Postcap Collective), sur l'anarchisme. Il faut insister sur notre volonté d'ouvrir la revue et nos débats à tout le camp prolétarien et d'assumer les débats qui le traverse. **Il s'agit d'une orientation centrale que nous devons maintenir et approfondir afin de gagner le maximum de forces du camp à cette tradition malheureusement oubliée et abandonnée du fait du sectarisme.**

Bref, nous considérons que la revue et nos interventions ont non seulement répondu à la situation générale – et parfois locale et immédiate quand nous le pouvions – mais ont aussi exprimé :

- la vitalité de notre groupe et l'intensité de sa vie interne ;
- son ouverture sur la situation immédiate et sur les autres groupes révolutionnaires – particulièrement ceux de la Gauche communiste – œuvrant ainsi au combat pour le parti ;
- sa volonté d'intervention dans la lutte des classes et, surtout, de développer sa capacité et son rôle de direction politique, tant au niveau général, historique, qu'au niveau immédiat, dans les luttes.

Ensuite, nous pouvons considérer que la revue a mis en avant les positions et orientations politiques que la conférence de 2013 avait définies. En particulier, elle s'est clairement située dans le camp "partidiste" tout en étant capable de défendre la nécessité et la perspective de dépassement du sectarisme, en exprimant l'unité de la Gauche communiste et la nécessité de

“dépasser” la scission de 1945 entre les deux courants historiques représentés par l'ex-BIPR (TCI aujourd'hui) et le CCI des années 1970-1980.

Ce constat, positif, du travail de la revue, n'enlève rien aux faiblesses et manques qui, certainement, mériteraient d'être relevés et discutés. Il appartiendra à la discussion de ce rapport pour la réunion générale (et donc aux camarades) de soulever les faiblesses ou manques éventuels **après s'être prononcés sur le bilan général qui est tiré ici sur la revue. En effet, selon que l'on sera d'accord ou pas avec ce bilan, la discussion des faiblesses et des manques ne prendra pas le même sens politique.** En particulier, des critiques que le rapporteur ne partage pas, ont été émises sur la "lisibilité" de la revue, sur le "public auquel elle s'adresse" (lors de la discussion sur la nécessité de "tract d'agitation"). Si cette critique devait être maintenue, il conviendrait de savoir dans quel cadre nous en discutons : celui d'un accord général avec le bilan positif que nous tirons dans ce rapport ou bien dans le cadre d'une opposition à celui-ci. Dans le second cas, la discussion devra porter sur notre compréhension de l'intervention d'un groupe communiste et de ses publications.

Nous demanderons donc à la réunion générale du groupe de se prononcer sur ce bilan de la revue (et nos interventions par tracts et communiqués, et y compris notre intervention par le site). **Est-ce que le mandat que la conférence de 2013 avait donné à la publication a été rempli ?**

2) La vie interne du groupe

« Nous sommes en train de construire un groupe à partir de deux noyaux et de militants aux histoires et expériences militantes variées. Et il faut tenir compte de cette situation immédiate que nous devons dépasser en gagnant justement en homogénéité et unité. Le groupe est formellement constitué mais son unité politique reste un processus »(rapport de discussion de Paris, 13/11/2014).

Nous pouvons considérer que la vie interne de notre groupe a connu deux moments ou périodes :

- le premier qui va de la Conférence jusqu'à décembre 2014 ;
- puis de décembre 2014 à nos jours (au moment où le rapporteur écrit).

On peut aussi s'interroger : est-ce que la "petite crise" que nous avons connue en janvier dernier avec les démissions conjointes de deux camarades ne marque pas une autre étape ? Heureusement, un de ces camarades est revenu sur sa décision. Par contre, l'autre camarade reste à ce jour sourd à nos appels et ne participe plus aux activités du groupe. Si nous pouvons considérer que les éléments d'une crise interne, ou plutôt d'une démoralisation collective, sont apparus alors, le rapporteur pense qu'ils ont été résorbés assez rapidement par la réaction de l'ensemble du groupe et de ses membres : après un moment de désarroi, voire de démoralisation naissante chez chacun d'entre nous (sans doute à des degrés divers) de l'annonce concomitante des deux démissions, la majorité des camarades a su réagir (courriers fraternels mais fermes sur le plan politique) et, rapidement, un camarade a su revenir sur sa décision. L'ensemble des camarades de Montréal et de Paris ont surmonté les effets démoralisateurs (tant au plan personnel du fait des relations d'amitié que politique) du retrait de l'autre camarade jusqu'à aujourd'hui. Par ailleurs, dans quelle mesure

le scepticisme ou la perte de confiance politique dans la perspective révolutionnaire et communiste dans les grandes masses prolétariennes qui affecte directement ou indirectement l'ensemble du camp prolétarien n'a-t-elle pas joué dans les démissions ?

Par contre, il est clair que la dernière démission affaiblit considérablement le groupe. Non pas tant parce que nous aurions deux bras en moins pour diffuser (même si son intervention à la réunion publique de la TCI a été un moment fort dans notre combat pour le regroupement et le parti), mais essentiellement parce que son dynamisme et ses réflexions ont toujours animé le groupe, ses débats et sa réflexion: nombre des avancées et clarifications que le groupe a réalisées – et avec lui les militants – l'ont été parce qu'il était à leur initiative. Contrairement à ce qu'il a pu affirmer rapidement dans tel ou tel mail, les questions soulevées par le camarade n'ont pas été une “ perte de temps ” mais un “ gain de temps ” si l'on considère que :

- les idées du camarade – comme toutes les idées des militants – ne sont pas les “ siennes ”, sorties de son cerveau, mais une expression particulière à un moment donné de positions et questions qui existent dans la classe – contrairement à ce que l'idéologie individualiste bourgeoise et petite-bourgeoise ne cesse de nous asséner;

- tôt ou tard, ces questions auraient été posées sous une forme ou sous une autre et, bien souvent, lorsqu'elles sont tuées ou mises sur le tapis, elles surgissent dans une période de crise ou d'intervention qui nécessite une réponse urgente.

À l'heure où nous écrivons (25 avril), ce camarade reste silencieux et refuse de discuter avec le groupe. Il ne s'agit pas de se précipiter d'autant qu'il peut se trouver dans une situation personnelle de démoralisation. Néanmoins, il faudra le revoir, essayer de le convaincre de ne pas couper tous les liens, voire de le gagner à l'idée que sa place est parmi nous.

La "bataille" politique pour des rapports de discussion

Malgré l'hétérogénéité due aux histoires et expériences différentes des deux noyaux, la dynamique et l'enthousiasme des camarades que la conférence avait fait naître a surtout permis que, dès décembre 2013, la section de Montréal a décidé de tenir **des réunions hebdomadaires** et de rédiger **des rapports de discussion** de chaque réunion. **Le fait que le groupe ait pu se donner ce rythme de réunions et de rapports a été le vecteur principal de notre vie politique interne**, de nos débats et de nos clarifications politiques collectives. Les rapports ont parfois souffert des difficultés liées à la retranscription écrite "après-coup" des interventions orales. Ces débats, intenses, souvent contradictoires, ont suscité quelques tensions et récriminations personnelles entre Montréal et Paris. Nous pouvons dire que le groupe n'a réellement intégré et compris cette "méthode de fonctionnement" qu'au bout d'un an. C'est le camarade S. qui résume bien nos difficultés sur ce point et qui tranche, positivement, le débat :

« Je crois qu'effectivement, nous ayons de la difficulté à bien nous comprendre (comme le dit votre rapport, nous ne "parlons pas le même langage"). Le dernier rapport de France est très critique. Cependant, ce n'est pas qu'une question de ne pas parler le même langage ; je crois qu'en

plus, on n'a pas la même appréciation de la réalité. Il faut dire les choses comme elles sont : pour les CIK, la constitution du GIGC représente un fort bond en avant en terme de pratiques militantes et organisationnelles. Nous n'avons pas l'expérience des ex-camarades du CCI. Aussi, pour la FGCI, le GIGC représente possiblement le contraire : une espèce de retour en arrière dans le passé pour Jonas et Juan.

Par là, je ne dis pas que pour le noyau de France, le GIGC constitue une involution... Mais bien une nouvelle dynamique ou pratique organisationnelle à laquelle ils doivent s'ajuster : les choses n'avancent pas aussi vite du côté canadien puisque nous n'avons pas 40 ans de discussions et de débats dans notre bagage, et certainement pas la même homogénéité qu'en France. Là où vous voyez de réelles menaces à l'explosion éventuelle du groupe, nous continuons de voir des bonds en avant en termes de renforcement de notre cohésion et vie interne. **Dans toutes les années où les CIK-CIM ont existé, nous n'avons jamais eu autant de débats qu'en un an avec le GIGC.** La discussion la plus importante que nous ayons eu a été le début d'un rapprochement avec la FGCI : la [Contribution](#) et son [retour critique](#)³⁴. C'est donc d'une évidence crasse que nous ne percevons pas les divergences de la même façon. Au moins, camarades, nous avons des débats et sommes en mesure d'y faire face.

Maintenant, en ce qui concerne le rapport et les questions soulevées.

En ce qui me concerne, les rapports de discussion sont nécessaires et représentent le moteur sur lequel le groupe peut s'appuyer pour avancer. »(S., lettre du 3/12/2014).

Sur ce plan donc, le mandat donné par la conférence (lors de la discussion des statuts et sur le développement de la vie politique interne) a été rempli.

Il est à relever que nous avons appris aussi à débattre à partir de ce qui était écrit dans les rapports, en sachant qu'une intervention pouvait très bien être mal retranscrite et qu'elle pouvait être corrigée par la suite, mais que l'intérêt du groupe était de débattre quitte à prêter à un camarade des propos ou une idée qu'il n'a pas émis (au risque de provoquer des tensions personnelles) et quitte à "polariser" les débats afin de tirer un maximum des questions soulevées (en gardant mesure bien sûr et en se centrant sur les questions centrales).

Néanmoins, l'isolement de plusieurs camarades (dont Jonas par ailleurs physiquement très affaibli) et la réduction de membres de la section de Montréal rend plus difficile l'effort permanent pour maintenir un rythme hebdomadaire alimentant la vie et les débats internes. Le risque de se relâcher est permanent. Tout comme la difficulté à faire vivre les réunions en les préparant à l'avance. Cela nécessite aussi des efforts individuels qui requièrent non pas tant "plus de travail" mais une préoccupation permanente. C'est ce que rappelait avec raison la lettre du camarade Steve sur "le travail artisanal" du 14/02/2014.

Donc, il ne faut pas considérer que les réunions hebdomadaires et les rapports sont un acquis définitif : les

34 . Il est ici fait mention du débat entre les CIK (ex-communistes internationalistes de Montréal) et la Fraction de la Gauche Communiste Internationale sur l'analyse et l'intervention dans le camp prolétarien (cf. le site de la FGCI : http://www.fractioncommuniste.org/fra/bci04/bci04_3.php ; et notre site : <http://igcl.org/Retour-critique-sur-une>

deux restent un combat quotidien et permanent de chacun des membres pour faire vivre notre collectif. En particulier, les membres isolés doivent essayer de prendre position régulièrement, toutes les semaines si possible, par écrit sur les rapports envoyés par Montréal. Non seulement cela doit leur permettre de ne pas rester isolés et d'entretenir leur réflexion politique mais aussi d'alimenter la vie et les débats des réunions du noyau de Montréal. Le rapporteur estime que **ce combat collectif et individuel pour le maintien et le renforcement de ce rythme sur la base des réunions hebdomadaires de Montréal est une priorité pour la période à venir.**

L'utilisation des réseaux sociaux et le fonctionnement interne

Le premier débat qui a véritablement cristallisé les désaccords politiques liés à nos expériences différentes et provoqué beaucoup de tensions personnelles a été celui sur l'usage de Facebook et des réseaux sociaux. Face à la très forte – et surtout croissante – réticence de Paris, les tensions se sont accrues d'autant plus que les camarades de Montréal étaient tous des utilisateurs presque permanents, à titre personnel, de Facebook. Très vite, le fait que des camarades tendaient à ne pas distinguer clairement dimension personnelle et dimension politique sur "leur" Facebook a non seulement révélé des divergences de compréhension du rapport vie militante-vie personnelle pour les militants mais aussi de fonctionnement interne : en effet, c'est l'expression du groupe comme un tout qui prédomine et les expressions (et initiatives) politiques individuelles ne peuvent qu'être sous son contrôle et à partir du processus interne d'homogénéité politique. Ce "contrôle" est le seul moyen pour garantir au mieux que les initiatives personnelles soient le plus "positives" possibles.

Par ailleurs, un débat est aussi apparu autour d'une vision selon laquelle les réseaux sociaux pouvaient aussi être des moyens de l'extension des luttes.

Finalement, notre attitude et usage des réseaux sociaux ont été clarifiés et tranchés par le groupe qui a adopté la position exprimée dans l'article de la revue #3.

La "bataille" politique contre les concessions au démocratismes et à l'individualisme en notre sein

Derrière ce débat difficile mais fondamental pour le devenir du groupe et son développement, l'usage inconsidéré de Facebook et de son mode de communication instantané, immédiat et émotionnel, sans réflexion... collective et méthodique, a révélé en notre sein des concessions aux idéologies démocratique bourgeoise et individualiste dont Internet est devenu un des principaux vecteurs.

L'épisode de l'échange personnel (dans des posts successifs), mais politique, avec K. qui venait de démissionner de la TCI sur un Facebook personnel dans lequel un camarade s'était laissé entraîner, a été un moment très important, nous semble-t-il, dans le combat contre les illusions démocratiques et individualistes en notre sein qui a permis à l'ensemble des camarades à la fois de reconnaître où pouvaient nous mener les concessions à ces idéologies et en même temps à renforcer notre unité politique. **En cette occasion, nous pensons que le groupe a franchi un cap fondamental renforçant son unité**

et son homogénéité politiques.

3) La question de l'intervention

Nous avons déjà évoqué la proposition émise en novembre 2014 pour faire des "feuilles d'agitation". Il convient de revenir sur les arguments qui avaient été avancés à l'époque. L'argumentation pour cette proposition émettait de fait une critique de la revue ou, pour le moins, une conception de la publication différente entre les deux noyaux d'origine du groupe et une conception différente de l'intervention dans la classe ouvrière :

« C'est une revue qui s'adresse surtout au regroupement. Ensuite, parce que vendre ce genre de revue dans une manif, à des prolos, c'est un peu bête : on utilise des concepts en général qui ne sont pas maîtrisés par les travailleurs. Il propose qu'on publie plutôt, éventuellement, un feuillet d'agitation – un peu comme le fait le GIO ... – pour intervenir dans les luttes. Donc, au lieu de publier plus souvent une revue théorique qui s'adresse au regroupement, on pourrait continuer à publier la revue deux fois l'an, avec des articles à publier en feuillet pour intervenir dans des manifs »(rapport de Montréal du 27/09/2014).

Nous pouvons nous interroger dans quelle mesure la vision portée alors par les camarades correspondait au mandat que la conférence avait donné pour la revue :

« En conséquence, le GIGC décide de se doter d'une revue papier internationale, Révolution ou Guerre, - semestrielle dans un premier temps - qu'il diffusera le plus largement possible afin de pouvoir mener son intervention générale sur une base régulière en vue de développer une présence politique à la fois internationale et locale quand c'est nécessaire et là où il le peut. » (pt 2 de la Résolution sur la constitution du GIGC).

De manière immédiate et suite à ce débat, nous avons adopté la possibilité d'accompagner la diffusion de la revue avec soit un article de la revue sur une feuille-tract que nous donnons, soit d'un tract ou communiqué existant. Mais, à notre connaissance, la discussion autour de ces arguments ne s'est jamais vraiment développée. Selon le rapporteur, ils sont à rejeter (cf. le rapport de Paris du 30/09/2014) et révèlent une vision différente de la revue et plus largement de l'intervention dans "les grandes masses de la classe ouvrière". En particulier, nous n'avons pas une vision "individualiste" de la classe et de l'intervention en son sein. Elle n'est pas une somme d'individus mais une classe sociale, exploitée et révolutionnaire, qui dépasse et "transcende" les individus la composant. Dans ce sens, nous ne nous adressons pas, et la revue non plus, à une catégorie particulière de la classe mais à la classe comme un tout.

Nous avons aussi abordé à plusieurs reprises le rapport entre vie interne et intervention. Juan, seul à Paris, a soulevé cette question en terme de priorité selon les moments et la situation immédiate (et locale) : privilégier la vie interne à l'intervention immédiate pour développer l'intervention générale et historique du groupe. Privilégier ou rendre prioritaire un des deux termes ne signifie pas ignorer l'autre terme bien sûr, ni exclure que le rapport ne puisse se renverser en certaines occasions. À plusieurs reprises des camarades ont émis la crainte, voire la critique, que cette vision fasse que le groupe

se replie sur soi et vive en vase clos.

Il conviendra que cette discussion se développe d'ici à la réunion générale afin que nous puissions avancer dans notre compréhension collective sur l'intervention et sur l'orientation à donner à la revue.

Malgré ces divergences de conceptions, nous pensons que, globalement, le groupe et ses militants ont su se mobiliser pour les interventions publiques lorsque c'était nécessaire et possible (diffusion de la presse et des tracts, réunions publiques, prises de parole, etc.). Il est évident qu'il y a des manques et que nous pourrions faire "plus". Distinguer ce qui appartient à des limites "objectives" en terme de forces militantes et de disponibilités collectives et individuelles et ce qui appartient aux hésitations, doutes, esquives, individuels et collectifs, face à la mobilisation et à l'effort que représentent les interventions est nécessaire même si c'est difficile. La plupart des camarades étant seuls dans leur ville – y compris à Montréal, les camarades ne peuvent intervenir collectivement que rarement semble-t-il –, nous sommes bien souvent livrés à nous-mêmes ce qui rend plus difficile encore la mobilisation pour l'intervention. De ce point de vue, **la rédaction de compte-rendu d'intervention (au minimum oraux en réunion de Montréal, écrits partout ailleurs) doit devenir une pratique régulière afin que l'ensemble des camarades puissent à la fois se prononcer sur l'intervention réalisée, soutenir le camarade qui l'a accomplie et renforcer sa propre conviction militante tout comme sa confiance dans la capacité du groupe comme tel, à travers bien souvent un seul militant, d'intervenir correctement et avec détermination.**

Néanmoins, nous avons su nous mobiliser à l'occasion des luttes ouvrières et des manifestations de rue qui pouvaient avoir lieu là où nous vivons. Et ainsi diffuser la revue et les tracts. Il en a été de même à l'occasion des réunions publiques des groupes politiques. En particulier, la qualité de nos interventions aux réunions de la TCI au Canada ont représenté un moment très important à la fois pour notre intervention et pour nos relations vis-à-vis de cette organisation.

Reste la question des ventes de la revue qui est faible. Certes, nul doute que l'ensemble des publications communistes sous forme papier se vendent de plus en plus mal (cf. l'*AG de BC*³⁵). Pour autant, l'effort de diffusion est essentiel pour pouvoir développer une présence politique et rassembler autour de nous. Faisons-nous suffisamment d'effort pour diffuser la revue ? Il s'agit là d'un combat collectif et individuel permanent qui fait appel à nos convictions politiques et militantes : comprendre la signification politique du développement d'une présence politique dont la diffusion de la presse et des tracts est une composante – les autres étant les réunions publiques, les rencontres avec les contacts, etc...

4) L'évolution du camp prolétarien et notre intervention

« *Le GIGC reprend à son compte l'accord politique auquel étaient arrivés les CI-K et la FGCI dans leur débat sur l'état du camp prolétarien et qui définit notre analyse de ce camp et notre intervention en son sein. En particulier, l'intervention vise à participer au combat pour le regroupement des forces*

communistes en vue de la constitution du parti mondial du prolétariat. Ce combat pour le parti communiste exige aujourd'hui à la fois de pousser au regroupement et à la polarisation autour de la Tendence communiste internationaliste et à lutter contre les manifestations de l'opportunisme et de sectarisme au sein du camp ; tout spécialement contre les tendances 'anti-parti' et a-politiques.» (Résolution sur la constitution du GIGC).

Dans ce rapport, nous prenons pour acquis l'accord des camarades avec notre analyse et nos orientations générales telles que le texte adopté par la conférence *Retour critique...* (RG #3) les définit. Depuis la conférence, le camp prolétarien a connu deux moments particuliers, tous les deux en 2014, et auquel nous avons été directement confrontés : les doutes et hésitations de la TCI face à la constitution du GIGC ; la dernière crise interne du CCI et ses conséquences. Selon le rapporteur, ces deux événements ne changent pas notre analyse et nos orientations générales. Par contre, ils manifestent une certaine évolution de la situation qui a exigé que nous adaptions notre orientation principale ; c'est-à-dire celle vis-à-vis de la TCI.

Les "partidistes" et la TCI

Dans un premier temps, des doutes et des questionnements en notre sein sont réapparus quant au rôle de pôle de regroupement de la TCI et surtout quant à l'intervention concrète que nous devons avoir vis-à-vis de cette organisation. En particulier, nous avons eu des difficultés pour comprendre que nous ne devons pas nous adresser au GIO (le groupe adhérent en Amérique du Nord) mais à la TCI comme un tout ainsi qu'à situer notre intervention sur le long terme. Il nous semble que cette approche a été comprise, du moins intégrée, à partir précisément de notre réaction à la lettre de la TCI d'août 2014 qui critiquait la constitution de notre groupe. Cette lettre représentait une étape, négative, et nécessitait une adaptation de notre orientation en fonction de la nouvelle situation ainsi créée. Nous avons donc décidé de :

- continuer « à soutenir la TCI lorsqu'elle développera des prises de position et des interventions justes, par exemple en reprenant ses articles, ou tracts, sur notre site web, voire dans des diffusions (...) » ;

- développer « nos critiques fraternelles – c'est-à-dire en soulignant nos points fondamentaux d'accord – sur des questions théoriques, politiques et même "organisationnelles (...) » ;

- critiquer « fermement et publiquement, en fonction de nos orientations et priorités générales d'intervention, les positions et les "aventures" de type gauchiste que la TCI (ou certaines de ses parties) peuvent développer parfois³⁶ » (Lettre à la TCI du 15 octobre 2014).

Nous appelons la réunion générale à se prononcer sur cette adaptation de notre orientation.

Même si l'attitude de la TCI est restée fraternelle et si elle semble avoir mieux compris le sérieux de notre intervention depuis lors, notre nouvelle orientation reste complètement d'actualité. **En conséquence, la réunion générale doit tirer un bilan positif de notre intervention tant dans la première**

35 . <http://igcl.org/Assemblee-generale-du-PCint>

36 . Nous faisons alors référence à certaines prises de position et interventions du GIO.

période (jusqu'en octobre 2014 et notre réponse) que depuis.

Dans le camp dit "partidiste" (outre la TCI), il convient de rester attentif aux groupes bordiguistes : particulièrement *Le Proletaire-Proletarian* (Programme communiste). Ces groupes continuent à développer, à partir et dans le cadre des positions programmatiques "bordiguistes", des prises de position de classe et à situer les enjeux de la situation par rapport à l'alternative historique 3^e guerre impérialiste mondiale ou révolution prolétarienne. Bien souvent sur les événements immédiats, nous nous retrouvons du même côté de la barricade de classe (cf. les indignés par exemple ou aujourd'hui " nuit debout "). De ce point de vue, ils portent et affirment clairement et fortement la perspective révolutionnaire.

Par ailleurs, des groupes divers à l'échelle internationale apparaissent et disparaissent. Dans la mesure de nos possibilités (nous n'avons pas les capacités pour jouer le rôle de pôle de regroupement international), nous avons réussi à développer certaines correspondances avec tels groupes ou cercles. Néanmoins, notre effort est sans doute insuffisant ; ne serait-ce que parce qu'il est laissé à la charge d'un seul camarade et n'est pas pris en charge par le groupe comme tel : **il faudrait au minimum définir des mandats.** Mais nous attirons l'attention des camarades sur un groupe comme Robin Goodfellow qui intervient de plus en plus et que nous rencontrons régulièrement. Ce groupe qui était typiquement dans la mouvance "académiste" sur des bases bordiguistes, s'inscrit aujourd'hui de plus en plus dans les mobilisations ouvrières et les débats de la Gauche communiste.

Le CCI et sa crise interne

Dans un premier temps, l'ensemble des camarades s'étaient prononcés en accord avec la publication de l'Appel face à la crise interne du CCI, en accord avec son contenu et avec son opportunité. Ce n'est que dans un second temps que la question de l'urgence pour le publier avant la date de leur conférence a été soulevée tout comme des doutes sur sa forme et son contenu. Il serait bon que nous puissions faire un bilan de cette intervention – non pas en soi vis-à-vis du CCI mais parce que nous nous retrouverons demain devant d'autres situations du même genre et, surtout, qui demanderont des réponses urgentes.

Le rapporteur estime que nous avons eu raison de le publier aussi rapidement. Non parce que nous pouvions en attendre un résultat immédiat, à savoir l'émergence d'une réaction de classe en son sein, mais parce qu'il convenait d'une part d'alerter l'ensemble du camp prolétarien et du camp révolutionnaire qui auraient pu ainsi à leur tour intervenir ; et d'autre part, à un niveau moindre, saboter le travail des liquidationnistes du CCI qui entendaient faire leur petite cuisine dans leur coin, en silence, à l'abri des regards.

Selon le rapporteur, aujourd'hui, l'état du CCI, ses publications, ses prises de position, son activité, la disparition de sections entières, les démissions en cascade, la démoralisation des derniers militants, bref son état croissant de déliquescence, vient ô combien justifier notre Appel, son contenu et son timing. Sa dégénérescence et la démoralisation de ses membres – expression et produit de la première – se manifestent particulièrement par la perte de confiance progressive dans les potentialités révolutionnaires du

prolétariat et dont la théorie de la décomposition a été, elle-aussi, le résultat et ensuite facteur actif.

La mouvance « conseilliste »

Ce milieu, qu'il soit dans l'aire « anglo-saxonne » (libcom par exemple) ou bien encore européen-parisiens (beaucoup d'anciens du CCI ; *Controverses* par exemple), n'accepte pas nos critiques, nous ignore et même développe une relative hostilité. Nous continuons à penser qu'il représente aujourd'hui l'aile droite opportuniste du camp, quand ce n'est pas purement des "ex-croissances" anarchistes et anarchisantes, et que nous avons peu à en attendre sinon une opposition systématique. Bien souvent ses membres sont assez démoralisés du point de vue militant du fait de leur expérience organisationnelle passée et ont perdu leur confiance dans le prolétariat au point de s'enthousiasmer pour toute nouveauté du type les indignés pour ensuite retomber dans leur léthargie.

Néanmoins, il faut observer qu'il est d'autres conseillistes qui peuvent exprimer des dynamiques différentes de celle "des anciens" marquée par le passé. Par exemple, on ne peut exclure que dans l'aire anglo-saxonne, aux États-Unis ou au Canada, des groupes ou cercles apparaissent à partir de positions conseillistes (Pannekoek) et présentent une dynamique de clarification et de regroupement révolutionnaire. En Europe, et à ce jour, ces cercles sont souvent influencés par le "modernisme" : le GARAP par exemple. Pour autant, c'est un groupe qui développe une activité certaine dans les luttes (dont le contenu est à vérifier à ce jour) et qui participe aussi aux AG et comités interproparisiens en se situant – pour ce que nous en avons vu – du bon côté des différentes barricades.

Vers une reconfiguration du camp prolétarien

De manière plus générale, il conviendrait, dans la mesure de nos forces, d'établir un état du camp révolutionnaire et du camp prolétarien. La situation historique pousse à la réflexion des minorités révolutionnaires et à leur responsabilité. Elle tend à faire émerger les questions et les contradictions mises sous la table parmi et au sein des groupes. La déliquescence actuelle du CCI provoque, de manière souterraine, et va provoquer de plus en plus ouvertement, un vide à combler ; de même, l'évolution de la situation et l'actualité croissante des enjeux historiques ne peuvent qu'aider le "camp partidiste" et son axe principal, la TCI, à se confronter aux hésitations et doutes qui peuvent exister en son sein, à dépasser les restes de sectarisme qui perdurent encore et à affirmer encore plus clairement, c'est-à-dire concrètement dans la lutte des classes, la perspective révolutionnaire et communiste aux yeux du prolétariat comme un tout. La situation pousse aussi à ce que de nouvelles forces surgissent et, même, que certaines déjà existantes, sortent de leur torpeur (groupes bordiguistes) ou s'élèvent à la hauteur des exigences (Robin Goodfellow?).

Après des décennies de conformation (relativement) stable, le camp prolétarien vit une situation qui annonce et préfigure une reconfiguration que la situation historique va accélérer. **Nous devons être un facteur actif de cette reconfiguration en menant de manière cohérente et décidée le combat pour le parti contre les tendances conseillistes et l'opportunisme et en situant ce combat sur le long terme.** Pour cela, nous devons considérer le camp prolétarien et toutes ses

composantes organisationnelles comme une partie de nous-mêmes. Nous devons considérer la vie interne de chaque groupe aussi comme de notre responsabilité, comme une partie de notre vie interne.

5) Les débats en cours et à développer

Que ce soit sur le plan du fonctionnement interne ou sur le plan des orientations vis-à-vis du camp prolétarien, les questions théoriques et politiques sous-jacentes ont été en grande partie clarifiées et tranchées. On peut clairement dire que la première année du GIGC a représenté une première période de mise en place du groupe et de la clarification de questions de fond indispensable à son fonctionnement régulier et sans laquelle le groupe n'aurait pas vécu très longtemps.

À partir de janvier 2015, globalement, **les débats deviennent plus apaisés** dans la mesure où ils tendent de plus en plus à se situer dans le cadre de nos principes politiques et organisationnels. La période 2013-2014 a vu une seule ligne de confrontation, d'opposition, des débats séparer régulièrement Montréal et Paris, les deux encore marqués par leurs passés respectifs, les CIK et la FGCI-FICCI, l'expérience particulière des camarades de France et les questionnement des camarades du Canada. À partir de 2015 les débats et les oppositions n'opposent plus systématiquement les deux anciens noyaux et ne renvoient plus à des questions de principe politique et organisationnel. C'est là la manifestation d'un état d'homogénéité politique que le groupe comme un tout a réussi à atteindre au bout d'un an. Cette dynamique d'homogénéité politique ne s'est pas démentie depuis lors. Les débats sur le cours historique, sur l'analyse de la lutte des classes, sur les rivalités impérialistes, le débat sur la conscience de classe qui commence à peine, expriment particulièrement le niveau d'unité politique que le GIGC a atteint.

Il n'en reste pas moins que, malgré son dynamisme (et compte tenu de la pression idéologique bourgeoise permanente), le groupe reste fragile :

- les démoralisations des camarades sont favorisées par le faible nombre de militants et leur relatif isolement. La faiblesse numérique est un fait "objectif" qui fragilise et qui exprime aussi le fait que les révolutionnaires sont touchés par la faiblesse de l'étendue de la conscience de la perspective communiste dans les rangs prolétariens ;

- la prise en charge des débats par l'ensemble des camarades et "noyaux" n'est pas encore suffisamment assumée et se trouve, malgré une conscience collective accrue, handicapée par l'absence de véritable section qui puisse servir de foyer, de facteur central actif, de la vie politique du groupe ;

- de même, la prise en charge de la revue n'est pas suffisamment collective, tant dans sa réalisation politique et technique, que dans son suivi et le soutien politique.

Il semble au rapporteur que c'est précisément sur les deux derniers points que le groupe doit aujourd'hui se concentrer et porter ses efforts.

Conclusions

C'est donc un bilan positif des activités du groupe que ce rapport demande à la réunion générale de discuter et de tirer. Presque 3 ans après sa constitution et malgré un certain isolement, peu de militants, peu de sympathisants actifs, notre groupe s'est imposé comme un groupe à part entière de la Gauche communiste et sa présence politique régulière dans le camp révolutionnaire, la cohérence de ses orientations politiques, et sa capacité de réaction, apporte du crédit à l'organisation politique et à la Gauche communiste. Malgré notre isolement et nos faibles forces, il n'en reste pas moins que nous sommes aujourd'hui parmi les rares expressions politiques de la Gauche communiste en Amérique du nord et une des plus fréquentes et régulières en Europe. Mieux même, sur nombre de questions et à l'occasion d'événements de la lutte des classes et de la situation, y compris du camp prolétarien, nous nous sommes retrouvés au centre de la réaction du camp communiste et un de ses principaux facteurs actifs tout en assumant, à l'échelle de nos forces, notre rôle d'avant-garde politique du prolétariat tant vis-à-vis de la classe que du camp révolutionnaire dans son ensemble. **Le mandat donné par la Conférence a bien été rempli et la revue le manifeste clairement.**

N'en reste pas moins une certaine fragilité "objective" due à la fois à la situation historique – aux difficultés du prolétariat pour retrouver la voie révolutionnaire du communisme – et aux faiblesses particulières du camp prolétarien. C'est dans cette situation et ce milieu, les deux appelés à changer sans doute de manière brutale, que nous devons faire vivre notre groupe et développer sa présence en vue d'être un facteur actif du combat pour le parti. Pour cela, tout en étant vigilants et présents dans les combats quotidiens, nous devons inscrire l'ensemble de nos activités dans une vision de long terme – la seule par ailleurs qui nous permette réellement d'être le plus présent et efficace dans les combats quotidiens. En particulier, il convient d'intégrer le rapport dynamique permanent entre vie interne et intervention en sachant qu'aujourd'hui, et en dernière instance, c'est la vie interne (y inclus **comprise comme vie interne du camp prolétarien**) qui définit l'intervention, contenu et niveau, et en garantit le contenu de classe et la régularité tout comme la possibilité d'accélération. Pour le rapporteur, c'est encore la dimension vie politique interne qui reste déterminante pour le renforcement et le développement du groupe et de son unité (les différents noyaux doivent encore resserrer leur lien, en particulier Toronto et Montréal). Dans ce sens, le débat et la clarification que nous devons entamer sur la conscience de classe doit nous permettre non seulement d'approfondir notre compréhension de la dynamique de développement de la lutte révolutionnaire du prolétariat, la place première de la dimension politique dans le combat de classe, le rôle de direction politique du parti, le combat des organisations communistes dans la lutte des classes et dans le combat pour le parti, mais aussi l'activité et le fonctionnement des petits groupes communistes d'aujourd'hui comme le nôtre.

Avril 2016.

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex- communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur

organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

• Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.